Combattre
la crise

Italie :
Compromis
historique

La liberté
des travailleurs

Le Zaïre

La vraie
Rosa
Luxemburg

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 19 (38)

6me année - Novembre 1975 - 50 F

Sommaire

Rosine Lewin
Combattre la crise p. 1

Jean-Claude Bodson
Quelle liberté ? p. 7

Jacques Moins
Compromis historique p. 12

Jules Lammens
Le Zaïre : situation et perspectives p. 21

Pierre Joye
Rosa Luxemburg, une étude de G. Badia p. 32

En diagonale p. 39

Lire des livres p. 45

Revue des revues p. 47

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerbergen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

ROSINE LEWIN

Combattre la crise

205.000 chômeurs complets étaient recensés dans notre pays au 15 octobre 1975. A l'échelle de l'Europe des Neuf, ce sont quatre millions et demi d'hommes et de femmes qui sont frappés par le chômage, et nulle part l'inflation n'est endiguée.

Que dans ces conditions, il soit devenu difficile de ne pas prendre la crise au sérieux, la plupart des hommes politiques l'ont compris. Si M. Paul Vanden Boeynants proclame « Nous souffrons d'anémie, pas de leucémie », le Premier ministre a pour sa part choisi un autre langage. Dans sa solennelle déclaration devant les Chambres le 15 octobre, il a reconnu explicitement le caractère « largement structurel » de la crise et il a souligné la gravité de la situation. Ce qui est en cause, a dit M. Tindemans, c'est notre avenir économique et celui de nos institutions, c'est même « un certain type de civilisation ». « Si nous ne parvenons pas à mener une nouvelle politique, a ajouté le Premier ministre, des milliers d'ouvriers et d'employés verront à leur tour leur emploi menacé. »

FAUSSE EQUITE, FAUX REMEDE

Le stade semble donc révolu des propos lénifiants sur l'imminence de la reprise et de la prospérité. La mystification s'opère non plus au niveau du diagnostic, mais au niveau de l'analyse des causes du mal, et donc aussi du traitement.

L'inflation, le désordre monétaire, la crise pétrolière : telles sont les causes de la crise, a déclaré le chef du gouvernement. Sans indiquer que ces maux sont ceux d'un système et que ce système est, partout où il sévit, devenu incapable de répondre aux besoins des hommes. Comme les Cahiers marxistes l'ont

montré à maintes reprises (1), cette crise qui atteint le fonctionnement des mécanismes mêmes du système capitaliste, s'étend à tous les domaines de la vie : elle est économique ,sociale et politique — elle atteint la culture et la morale. Or, s'il arrive à nos gouvernants d'évoquer à certaines occasions les ravages de la criminalité, les impasses de l'enseignement, la crise de la famille, le désordre urbain, les ravages de la pollution, ils se gardent soigneusement de globaliser les problèmes. Tout se passe comme s'il s'agissait de phénomènes isolés, étrangers les uns aux autres. Etablir un lien entre eux mènerait en effet à une mise en cause du capitalisme contemporain, ce capitalisme qui a institutionnalisé — au profit des monopoles — l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique, sociale et culturelle.

En dissociant la crise économique des autres aspects de la crise du système, en présentant le capitalisme comme le seul système possible, les porte-parole du gouvernement enferment le citoyen dans une espèce de fatalité. Il leur devient dès lors plus facile de convaincre ce citoyen qu'il porte — comme ses voisins, ses cousins, son patron — une part de responsabilité de la crise, et qu'il doit donc contribuer à porter une part des sacrifices qu'elle impose.

C'est le fondement idéologique de la politique d'austérité.

En effet, après avoir reconnu le caractère structurel et très grave de la crise, en avoir admis les implications « de civilisation », M. Tindemans rétrécit aussitôt son champ de vision. L'essentiel se ramène bientôt, étant donné la part que l'économie belge doit au commerce extérieur, au problème de la compétitivité des produits belges. Or quand un ministre belge parle, en 1975, de compétitivité, il souligne aussitôt la nécessité de modérer la croissance des coûts. Et quand il parle de modérer la croissance des coûts, il enchaîne sur la nécessaire pause dans les revendications salariales...

On sait que c'est à ce propos que le gouvernement et le front commun syndical se sont nettement opposés, alors que M. Tindemans et ses amis croyaient pouvoir compter sur le concours de la Confédération des syndicats chrétiens pour appliquer une politique des revenus dictée par la Fédération des Entreprises de Belgique.

En vérité, le plan du gouvernement est bien plus un plan antipopulaire qu'un plan anticrise. Il ne combat pas la crise : il s'efforce d'en détourner les effets sur les masses travailleuses, classes moyennes comprises, et d'en faire profiter les trusts et autres multinationales. Le partage des sacrifices est tout à fait illusoire : les gros revenus, les fortunes privées, les sociétés importantes ne se voient pas plus lourdement taxés. La fraude fiscale pourra se déployer demain comme hier, à la seule condition d'être pratiquée sur grande échelle, et « au sommet ». Bien plus, quand d'importantes sociétés privées cessent de satisfaire certaines exigences de rentabilité, l'Etat consent à les secourir, gagné qu'il est à l'idée d'une socialisation des risques et des pertes. Mais dans le même temps, il invite de manière pressante salariés, appointés et agents des services publics (et envers ceux-là dont il est le patron, l'Etat dispose d'arguments percutants) à renoncer pour un an à toute augmentation salariale « hors index », et il met en cause la liaison des salaires à l'index.

---

(1) Voir notamment « Le point sur la crise », par Pierre Joye dans les C.M. de septembre 1975.

Or non seulement la part du commerce extérieur dans l'économie belge est surfaite : il est faux qu'*un* Belge sur *deux* travaille pour les exportations, c'est tout au plus un Belge sur quatre ou cinq. Mais de surcroît, il n'existe pas de relation causale entre le niveau des salaires d'une part et le volume des exportations d'autre part. Les salaires n'interviennent que pour une part modeste — un cinquième environ en moyenne — dans les prix de revient industriels. C'est « La Relève » qui, s'indignant de l'usage abêtissant fait par le gouvernement du mot « compétitivité », rappelait récemment qu'avec les salaires les plus élevés du monde, les chantiers navals norvégiens concurrencent fort bien ceux du Japon ! Pour le surplus, les statistiques de la CEE montrent que par unité de valeur ajoutée brute les coûts salariaux n'ont pas augmenté plus vite en Belgique que dans les autres pays de l'Europe des Neuf.

N'est-il pas significatif d'un certain type de civilisation qu'à l'heure où la productivité continue de s'élever — c'est le cas de la Belgique — le pouvoir presse les travailleurs, et eux seuls à se serrer la ceinture, alors qu'ils sont les porteurs de ce progrès ?

En réalité, peser sur la consommation intérieure en réduisant le pouvoir d'achat est une méthode sûre pour aggraver la crise. La Kredietbank elle-même le reconnaît, qui écrit : « Etant donné les perspectives incertaines concernant la demande extérieure, le nouveau fléchissement attendu de la demande d'investissements privés et la réduction sans doute encore insuffisante des stocks, tous les espoirs d'une reprise doivent être placés dans la consommation privée qui, avec une part de 60 % de la demande intérieure, constitue le pilier indispensable de la reprise. » (2).

Chiffres de la CEE et arguments de la Kredietbank confirment donc notre propos : l'équité que prétend instituer le gouvernement avec son « partage des sacrifices » est une fausse équité, et son remède, en réduisant le marché intérieur, est un faux remède. De fait, le plan du gouvernement tend à aggraver le mal — et en consolidant le pouvoir des monopoles, seuls profiteurs de la crise, il hypothèque l'avenir politique.

POSSIBLE ET NECESSAIRE

Les communistes rejettent sans équivoque le plan anticrise de MM. Tindemans, De Ciercq, Perin et consorts. Non pas parce qu'étant dans l'opposition, ils se conformeraient à un rite qui veut qu'on condamne ce que propose la majorité. Mais parce que le plan est dangereux pour les travailleurs et pour le pays, et qu'il importe donc d'y faire échec.

Est-ce possible ? Et si oui, comment ?

Nous pensons que c'est possible et nécessaire, même si c'est difficile. Qu'on nous entende bien. Quand nous disons « oui, c'est possible », nous ne rêvons pas à la soudaine émergence d'une société socialiste dans notre pays. Nous ne croyons pas aux miracles. Il s'agit d'un enjeu à la fois plus limité et plus urgent. Il s'agit d'unir les forces populaires sur un programme de rechange pour sortir de la crise.

---

(2) Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, 8 août 1975.

En Belgique, où l'Histoire et le développement du capitalisme ont secrété ce que Lénine a appelé « une culture et une organisation démocratique à tous les hommes jusqu'au dernier » (3), le socialisme est une œuvre de longue haleine. Il se prépare par le constant élargissement de la démocratie, il mûrit au travers de l'action des masses. On ne saurait le concevoir imposé par une minorité, contre la volonté de la majorité. Il nous apparaît au contraire que la société socialiste devra être voulue par la majorité de la population. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui.

Ce qui est patent par contre, c'est que la politique de crise du gouvernement suscite des oppositions diverses mais importantes, souvent profondes et obstinées. On peut à cet égard invoquer la longue grève des bateliers, les arrêts de travail accompagnés d'occupations et de manifestations dans le secteur du verre, les manifestations dans le secteur de la sidérurgie, les arrêts de travail dans la métallurgie, l'efferverscence parmi les employés des assurances, les actions des communaux, des enseignants, des chercheurs. Le commun dénominateur de toutes ces luttes menées sous l'égide du front commun syndical dans le secteur public comme dans le secteur privé, depuis les « riches » ouvriers du pétrole jusqu'aux « pauvres » tanneurs, c'est le refus de la pause sociale, la défense de l'emploi, l'opposition aux sacrifices unilatéraux. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'offensive de crise et d'austérité avec ses trois volets (agressions contre l'emploi, politique des revenus, amputations budgétaires aux dépens du social et du culturel) se heurte à une résistance très sérieuse. Tellement sérieuse qu'elle a eu des échos au sein même de la majorité gouvernementale. André Magnée, chef de file de la Démocratie chrétienne, n'a-t-il pas déclaré à la Chambre : « Vouloir toucher à la liaison des salaires à l'index, c'est mettre en cause la situation de trois millions de travailleurs groupés dans leurs organisations syndicales ».

Le manque de cohésion de la majorité a amené certains à parler d'une « redistribution des cartes ». Mais de quelles cartes s'agit-il ? Si le jeu reste le même, et les règles du jeu identiques, il importe peu que M. Tindemans y associe quelque comparse supplémentaire. Bien sûr, l'exemple de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne fédérale, où les socialistes assument la responsabilité de gérer la crise, a de quoi faire rêver un Nothomb ou un Tindemans. Et au PSB des hommes comme H. Simonet ou G. Spitaels sont peut-être disponibles pour une « expérience travailliste » dont la droite et le grand capital n'auraient qu'à se féliciter. Mais en quoi la situation des masses populaires s'en trouverait-elle améliorée ?

Ce qui importe, c'est de changer de politique.

Les luttes des travailleurs indiquent que ce changement répond à leurs aspirations. Et comment ne pas voir dans la cohésion du front commun syndical, maintenue et consolidée en dépit de la présence de « démocrates-chrétiens » au gouvernement, le signe d'une remarquable maturité politique du mouvement ouvrier ?

Ce ne sont pas les seuls facteurs qui témoignent qu'il est possible de faire échec au plan de crise de la droite. Le congrès de Marcinelle a proclamé le refus du parti socialiste de gérer la crise. Evoquant la stratégie qui y a été définie, André Cools écrivait dans

(3) Phrase prononcée au septième congrès du parti bolchévik, le 7 mars 1918.

une récente tribune libre du « Soir » : « Les maux dont souffre notre société ne peuvent être guéris par une politique de pauvres gestionnaires qui se contenteraient de colmater provisoirement les brèches les plus apparentes du système. Désormais, il faut entamer à tous les échelons — mondial, européen, national et régional — des profondes réformes de structure du système économique ». Et de citer comme réformes prioritaires la mise sous statut public des secteurs bancaire et énergétique, sans oublier dans l'immédiat une défense « intraitable » de la liaison des salaires à l'index.

Ce sont là à coup sûr des éléments de programme qui mériteraient d'être proposés aux représentants des travailleurs, afin de chercher ensemble à donner un prolongement politique au front syndical.

André Cools n'effectue pas cette démarche. Il se borne à évoquer « l'écroulement du château de cartes imaginé par M. W. Martens », et à indiquer qu'à la faveur de cet écroulement, « sans doute, progressivement, les choses changeront, et, lentement, se dégagera une majorité nouvelle dont le PSB aura été l'inspirateur. »

Même sans pécher par impatience, on peut estimer que les perspectives ébauchées par André Cools sont un peu floues. La crise exige à la fois plus de précision et plus de rapidité dans la réplique; l'action ouvrière et populaire montre que cette réplique, précise et rapide, n'est pas impossible.

UNION SUR UN PROGRAMME DE RECHANGE

Pour leur part, les communistes ne cachent pas leur inquiétude devant les desseins de la droite et du grand capital. Qu'il s'agisse du démantèlement de l'emploi signé par de lointaines multinationales, ou du projet de loi budgétaire de M. Tindemans, qui bouleverse le financement des communes et celui de l'enseignement universitaire; qu'il s'agisse de la politique de revenus ou de la pause sociale, le péril est sérieux. Il requiert l'union de toutes les forces populaires sur un programme de rechange.

Quelles pourraient être les bases d'une politique vraiment nouvelle, offrant une issue durable à la crise ?

D'abord, un élargissement de la consommation populaire et un élargissement de l'emploi. Cela implique le développement des luttes pour la défense de l'emploi et des revenus, par le blocage des licenciements, le passage à la semaine de 36 heures, la généralisation de la prépension, la subordination de toute aide publique à la garantie contrôlée du niveau de l'emploi. Les propositions de loi communistes dans ce sens ont été complétées par une nouvelle et importante initiative parlementaire : elle vise à donner à l'Etat le droit d'exproprier pour cause d'utilité publique les entreprises dont les propriétaires ne respectent pas leurs engagements en matière d'emploi ou qui sont menacées de démantèlement, et de soumettre ces entreprises à un statut de régie nationale ou régionale. Ce sont en particulier les cas des ACEC et de Glaverbel qui, avec ce type d'appui des pouvoirs publics, pourraient poursuivre et développer leurs activités. Il va de soi que l'importance de cette proposition de loi communiste est fonction de l'usage qu'en feront les travailleurs : c'est un instrument de combat antimonopoliste, et non un exercice de style parlementaire...

Cela implique aussi la préservation des acquis sociaux, à commencer par le système d'indexation des salaires et par ailleurs, le respect des prérogatives démocratiques des assemblées parlementaires, ce qui signifie notamment l'examen séparé, sans contrainte, amalgame ou bousculade calculée, des modifications proposées au financement du Fonds des communes, de la Sécurité sociale et de l'enseignement universitaire.

Nous pensons qu'un programme de rechange devrait aussi prévoir :

— l'augmentation massive des investissements publics en matière de logement social, transports publics, équipement socio-culturel — à financer par des prélèvement substantiels sur les profits des monopoles et grosses fortunes;

— la relance et la réorientation des investissements tant publics que privés vers la production et la vente de biens et de services incorporant un pourcentage considérablement plus élevé de travail qualifié et de recherche national — cela tant en direction du marché intérieur que des exportations;

— la création d'un puissant secteur public, couvrant le crédit et l'énergie.

Rien dans ces propositions ne se veut définitif, achevé, clos : ce sont bel et bien des propositions à discuter par tous ceux qui perçoivent la nécessité de s'unir pour combattre la crise.

Cette nécessité, les communistes la considèrent impérieuse et urgente. Car sans une opposition de gauche cohérente et unie, le plan anticrise de M. Tindemans peut causer beaucoup de dégâts. Aux hommes et femmes de ce pays, à la démocratie.

Nous récusons la politique du pire. Nous appelons à la conquête d'une nouvelle majorité — pour sortir de la crise en portant des coups aux monopoles.

JEAN-CLAUDE BODSON

Quelle liberté ?

A propos de « contrats » entre travailleurs et employeurs

« Notre travailleur, il faut l'avouer, sort de la serre chaude de la production autrement qu'il n'y est entré. Il s'était présenté sur le marché comme possesseur de la marchandise « force de travail » vis-à-vis de possesseurs d'autres marchandises, marchand en face de marchand. Le contrat par lequel il vendait sa force de travail semblait résulter d'un accord entre deux volontés libres, celle du vendeur et celle de l'acheteur. L'affaire une fois conclue, il se découvre qu'il n'était point un agent libre, que le temps pour lequel il est permis de vendre sa force de travail est le temps pour lequel il est forcé de la vendre, et qu'en réalité le vampire qui le suce ne le lâche point tant qu'il lui reste un muscle, un nerf, une goutte de sang à exploiter. »

Ainsi s'exprime Karl MARX dans « Le Capital » (Tome I, livre I, p. 296 Ed. soc.)

Les rapports qui s'établissent entre les parties au contrat, entre le travailleur et l'employeur ont-ils changé *de manière fondamentale* dans la société capitaliste où nous vivons ?

Certes, cent cinquante ans de luttes sociales, souvent âpres et sanglantes, ont imposé l'interdiction d'abus criants — en matière de durée et de conditions de travail, par exemple. Cependant, la société repose toujours sur la division entre d'une part les détenteurs des moyens de production, et d'autre part, la masse de ceux qui pour vivre doivent vendre leur force de travail. Par cette division, est maintenu le traitement du travailleur comme une marchandise, est maintenue la non-liberté, l'aliénation du travailleur. Aucune des importantes conquêtes ouvrières, arrachées depuis que Marx a analysé la société capitaliste, telles la journée de 8 heures, les congés payés, la sécurité sociale, ne modifie cette réalité, à laquelle la crise actuelle donne un relief accru. En frappant durement les travailleurs, la crise leur rappelle quotidiennement leur dépendance, leur absence de liberté sur ce qu'il est convenu d'appeler le marché du travail.

Derrière les statistiques de l'Office national de l'emploi, il y a des réalités très concrètes : les files interminables au bureau de chômage, des formalités administratives pesantes, la crainte d'être privé de ce revenu de subsistance que constitue l'assurance-chômage, le sentiment d'impuissance et de dévalorisation qui frappe dans leur personne les travailleurs réduits au chômage — et pour tous les autres, une insécurité parfois lancinante.

Ce n'est pas seulement au stade du licenciement, au moment de la mise en chômage, que la dépendance du travailleur apparait évidente. Elle est aussi réelle au moment de l'engagement et en cours d'exécution d'un « contrat », qu'il n'a pas librement signé.

Quelques exemples, puisés dans la « vie vraie » illustreront ce propos.

J... vient de terminer ses études universitaires à Liège. Après avoir vainement cherché du travail pendant plusieurs mois dans sa ville natale, avoir répondu à beaucoup d'annonces, avoir subi pas mal de tests, il est reçu par un employeur dans une ville éloignée de 100 km. de Liège. Ce patron lui propose de signer un contrat, ainsi qu'un règlement de travail. J... est à coup sûr capable de comprendre le texte qui lui est soumis. Théoriquement, il peut même le discuter. Mais il y a beaucoup d'autres candidats, et il attend un emploi depuis de longs mois. Il préférerait travailler à Liège, éviter une navette éprouvante. Mais là-bas, il n'y a pas d'offre d'emploi. Il va donc « librement » signer le contrat.

Dans bien des cas, l'engagement est soumis au demandeur d'emploi sans autre cérémonie qu'un impératif « *Vous signez là* » : que le travailleur comprenne ou ne comprenne pas, qu'il soit d'accord ou pas, il signe.

Il est arrivé qu'un jeune homme propose à son futur patron un contrat qu'il avait lui-même rédigé : cette insolence ne lui fut pas profitable.

On notera de surcroît que même sans un accord écrit, tout se passe comme s'il existait un contrat. Mais si le patron n'accorde pas le salaire convenu verbalement, ou s'il ne paye pas l'augmentation promise, c'est au travailleur à apporter la preuve de ce qu'il y a droit.

En examinant un certain nombre de contrats écrits, on constate que beaucoup d'entre eux fixent le lieu d'exécution, la fonction, mais prévoient qu'en cas de changement d'un de ces éléments, le travailleur accepte ces changements.

Voilà bien un accord qui n'en est pas, diront certains puisque l'employeur peut modifier quand il veut des éléments essentiels.

Sans doute. Cependant, le travailleur n'a qu'une solution : accepter la décision patronale ou bien invoquer la rupture du contrat c'est-à-dire perdre son emploi, assigner à ses frais devant le tribunal, se défendre toujours à ses frais et espérer... Car sur plus d'un point, les tribunaux ont donné raison au patron qui modifiait les clauses du contrat.

Ainsi en décida la cour de cassation dans son arrêt du 12 décembre 1973. Il s'agissait du cas d'un représentant entré en service en 1963; un an après, l'employeur lui fit signer une lettre dans laquelle il se réservait le droit de modifier le secteur de vente sans dédommagement; ensuite il supprima une partie importante du sec-

teur. L'employé invoqua la rupture : il avait signé la lettre de peur de perdre son emploi et la restriction de secteur réduisait son revenu mensuel considérablement. Mais la cour donna raison au patron et l'employé n'eut droit à aucune indemnité (1).

De même, dans un cas portant sur le changement du lieu d'exécution du contrat, le tribunal du travail de Bruxelles donne raison au patron. Il commence par rappeler que « le lieu de travail ne peut être modifié unilatéralement par l'employeur », puis, après avoir affirmé que *« l'entreprise est un milieu économique et humain, créateur d'obligations réciproques »*, il glisse vers une conclusion étonnante : *« ... le travailleur doit accepter certains désagréments si le bien de l'entreprise l'exige et pour autant que ces désagréments soient maintenus dans des limites raisonnables »* (2).

Quand le patron vend son entreprise, l'avis du travailleur n'est évidemment pas sollicité, en dépit de l'existence d'un contrat le liant à l'employeur. Des jugements — et notamment un arrêt de la cour de cassation de 1962 — reconnaissent sans ambiguïté ce pouvoir patronal.

Pratiquement, pour défendre ses droits, le travailleur doit commencer par se placer hors de l'entreprise, c'est-à-dire, perdre son gagne-pain et se soumettre aux aléas de la justice, avec tout ce que cela implique de servitudes diverses. A ce stade, la liberté n'est même plus formelle : il s'agit de plier ou de rompre le contrat.

Comme nous l'indiquions plus haut, le caractère de non-liberté du travailleur apparaît avec un éclat particulier au moment du licenciement.

De fait, les employeurs n'ont aucun scrupule à rejeter sur le marché du travail des forces de travail jugées inutiles ou indésirables. Aucune barrière juridique, aucun motif valable ne doit d'ailleurs être invoqué : le droit belge est particulièrement libéral et la notion d'abus de droit n'est pas susceptible de freiner l'ardeur à licencier des patrons.

Pourtant, la notion d'accord a été introduite dans le mécanisme de licenciement avec préavis de certaines catégories d'employés. Dans la beauté du principe, l'employeur qui veut licencier un employé gagnant plus de 250.000 F par an, devrait lui envoyer une lettre l'invitant à un entretien pour fixer de commun accord la durée du préavis. Dans la réalité concrète, les cas d'entretiens de ce genre sont extrêmement rares. En revanche, bien fréquents sont les cas où en fin de semaine, l'employé est convoqué et invité à signer pour accord la lettre que l'employeur lui présente. La crainte, l'effet de surprise, le désarroi, la mauvaise information amènent souvent l'employé — surtout dans les petites entreprises — à signer séance tenante. Certes, le licencié peut ensuite aller devant le juge. Mais à plusieurs reprises déjà, les tribunaux du travail ont reconnu la valeur de la signature pour accord (3).

---

(1) Journal des Tribunaux, 1974, p. 197.

(2) Journal des Tribunaux, 1974, page 15.

(3) Citons notamment l'arrêt de la Cour du travail de Bruxelles du 5 février 1974, qui déclare dans un de ses attendus : « Attendu en effet que la préoccupation évidente du législateur en établissant la règle consacrée par l'article 15 § 2 dans les lois coordonnées sur le contrat d'emploi a été de veiller à ce que l'accord de l'employé sur le montant conventionnel de l'indemnité soit fixé en toute liberté et en pleine connaissance de cause, à un moment où la rupture du contrat d'emploi est acquise et où l'intéressé ne se trouve donc plus sous l'emprise de l'autorité patronale ».

Cet aspect de « l'égalité des parties » se rencontre aussi dans la récente convention en matière de prépension. Nous ne remettons certes pas en cause cet accord qui permet de maintenir à 80 % le revenu du travailleur âgé de plus de 60 ans, et qui est victime d'un licenciement. C'est l'aspect technique de la procédure sur lequel nous nous interrogeons.

L'article 10 de la convention du 19 décembre 1974 dispose en effet : « *Avant de prendre une décision de licenciement, l'employeur invite en outre le travailleur concerné par lettre recommandée à un entretien au siège de l'entreprise pendant les heures de travail. Cet entretien a pour but de permettre au travailleur de communiquer à l'employeur ses objections au licenciement envisagé...*

» *Le licenciement peut avoir lieu au plus tôt à partir du 2e jour de travail qui suit le jour où l'entretien s'est effectué ou fut projeté.* »

Dans la pratique, le texte est peu appliqué; au mieux, on fait signer au vieux travailleur une lettre pour accord, dont le contenu lui échappe bien souvent.

Ne pourrait-on faire l'économie d'une disposition aussi cynique, puisqu'aussi bien elle prévoit qu'en tout état de cause, entretien ou pas entretien, objections ou pas objections, le licenciement aura lieu ?

Ainsi donc, l'expérience des salariés, des appointés et même des cadres débouche sur un constat commun : les notions juridiques de « libre accord des volontés », de « liberté de consentement » sont, dans le monde du travail, pures vue de l'esprit.

Et cependant, ces notions sont toujours les bases sur lesquelles les juristes poursuivent, aujourd'hui encore, leur réflexion depuis la Révolution française de 1789. Des professeurs enseignent gravement des principes inappliqués. Des juges continuent de s'y référer comme s'ils avaient cours dans la réalité. L'absence de confrontation avec la vie permet aux uns et aux autres de continuer un jeu de construction verbale, un jeu au demeurant dépourvu d'innocence.

Mais revenons à la perception que les travailleurs eux-mêmes ont de la « libre discussion des clauses d'un contrat », : celle-ci leur apparaît comme inexistante. Au niveau individuel, le travailleur peut même avoir l'impression d'être l'éternelle victime d'un jeu de dupes, dont l'issue est à tout jamais réglée, puisque c'est « l'autre », le détenteur du pouvoir économique qui impose sa volonté. Si on en déduisait que l'inégalité des situations juridiques est sans issue, on se tromperait lourdement.

En effet, les travailleurs organisés peuvent échapper et échappent au rapport individuel dans lequel le Code Napoléon les a enfermés. De fait, la lutte du mouvement ouvrier, dans et en dehors de l'entreprise, vise à modifier les rapports de force entre exploiteurs et exploités, par exemple en arrachant un règlement du travail moins répressif, un contrat de travail-type pour tous les travailleurs, en limitant l'arbitraire à l'embauche, en répondant aux licenciements par la grève et l'occupation de l'entreprise. On notera à cet égard la nouveauté féconde que représentent deux récents jugements du tribunal de Nivelles, qui à l'occasion de la faillite des *Sablières Marchand* d'abord, et des *Sources de Thil* ensuite, ont donné valeur légale à une certaine forme de contrôle ouvrier. Ce sera l'objet d'un autre article des Cahiers.

Sans doute ces luttes du mouvement ouvrier organisé, suivies de négociations et d'accord, ne rétablissent-elles pas l'égalité des parties : c'est encore sur le terrain des détenteurs privés des moyens de production que se déroule la lutte.

Seule une transformation des structures du système capitaliste, permettra de conquérir une désaliénéation du travailleur et de donner un contenu concret à la « liberté de consentement ».

Pour en arriver là, il importe avant tout de combattre le plan dit anticrise du gouvernement, parce que ce plan, en même temps qu'il menace le pouvoir d'achat et l'emploi, renforce l'emprise sur l'Etat du grand capital belge et multinational. Faire échec à la politique d'austérité est un passage obligé pour aller de l'avant, vers des rapports de force plus favorables aux travailleurs, vers de nouveaux rapports de droit, vers une autre société.

L'Union Nationale des Etudiants Communistes
— section ULB —

organise à l'Université libre de Bruxelles

Quatre journées du livre marxiste

DU 25 AU 28 NOVEMBRE 1975,

salle du Foyer de l'U.L.B. (avenue Paul Héger, 22, 1050 Bruxelles), de 11 à 14 heures

Exposition, animation, débats sur...

mardi 25 novembre : l'enseignement de l'économie

mercredi 26 novembre : l'enseignement de l'histoire

jeudi 27 novembre : la Science — recherche et société

vendredi 28 novembre : enseignement universitaire et idéologie

JACQUES MOINS

Compromis historique

L'expression, volontairement provocatrice, a déjà suscité beaucoup de commentaires et fait l'objet d'interprétations divergentes.

En tout état de cause, elle a eu le mérite d'attirer l'attention sur un problème particulièrement important de la vie politique italienne : la place que le Parti Communiste Italien (P.C.I.) entend y occuper en relation avec les autres forces politiques. En d'autres termes, la définition, lapidaire, il est vrai, de sa politique des alliances.

Depuis que l'on parle du « compromis historique », le débat sur la question s'est trouvé relancé dans le P.C.I. et parmi l'ensemble des forces politiques italiennes. Dans notre pays, la notion a été invoquée par d'aucuns pour justifier un dialogue prioritaire avec les chrétiens. D'autres se sont empressés de condamner, au nom de la pureté des principes révolutionnaires, la ligne suivie par le P.C.I. qui déboucherait, selon eux, sur un nouveau social-démocratisme.

Il ne nous appartient pas de nous faire les avocats de la ligne politique d'un parti communiste mais il nous a paru intéressant d'examiner l'impact de la notion plutôt que du mot dans la vie politique italienne.

En effet, le « compromis historique » a parfois été présenté comme une solution nouvelle, l'expression d'un tournant politique important des communistes italiens, qui mettrait en cause certains choix tactiques et même stratégiques antérieurs.

Aussi est-il nécessaire de souligner, pour écarter une interprétation fréquemment rencontrée sous la plume de journalistes qui témoignent d'un grand intérêt pour la politique et la pratique du P.C.I., qu'il ne nous paraît pas y avoir rupture avec la pratique antérieure de celui-ci mais au contraire un approfondissement d'une

conception qui depuis longtemps déjà constitue une partie importante de l'élaboration politique de ce parti et de sa stratégie générale vers le socialisme (voie italienne vers le socialisme). Il serait sot de vouloir démontrer qu'un parti communiste ne varie point dans sa tactique et que dès son origine, son corps de doctrine s'est établi une fois pour toutes et que sa pratique d'aujourd'hui était déjà inscrite dans les écrits de ses fondateurs.

Il est important toutefois, pour comprendre la portée du concept, de se reporter à l'histoire non seulement récente du parti communiste italien mais à la lutte menée dans ses rangs contre le sectarisme, à son action antifasciste, à son analyse de ce phénomène et d'examiner les conclusions pratiques qu'il en a tirées.

LE P.C.I. SOUS LE FASCISME

Le premier visage du P.C.I. sortant de la scission de Livourne sous la direction de Bordiga, était celui d'un petit parti dynamique mais très sectaire, amoureux des formules abstraites, attaché à dénoncer avec violence la social-démocratie et à préparer la révolution par la formation d'un parti de cadres. Il eut même maille à partir avec l'Internationale Communiste cependant encline à l'époque à voir dans les partis socialistes l'aile gauche de la bourgeoisie.

En se dégageant de ce sectarisme et en analysant, dans les conditions dramatiques de la clandestinité, les causes de la victoire du fascisme, les communistes italiens ont entamé une élaboration qui prenait appui sur l'examen attentif des conditions concrètes de leur pays, des caractéristiques de leur mouvement ouvrier et de son expérience. Il s'agit de tout un processus de réflexion à la fois idéologique et politique soutenu dans la suite par l'élaboration des thèses du VIIe Congrès de l'Internationale Communiste (rapport Dimitrov) sur la lutte contre le fascisme en Europe.

Dans cette étude et cette réflexion, Gramsci a apporté une contribution particulièrement importante par son analyse du Resorgimento italien (bataille pour l'unité nationale), du rôle des intellectuels, du problème posé par le sous-développement du midi de l'Italie. Se posant la question « comment le fascisme a pu triompher, l'a emporté face aux mouvements communiste et socialiste et à un mouvement catholique puissamment implanté (le parti populaire) ? », les dirigeants communistes, dès avant le Congrès de Lyon, répondaient avec netteté qu'un des motifs pour lesquels les classes dirigeantes italiennes avaient pu prendre le pouvoir pour écraser les trois mouvements, l'un après l'autre, était l'absence de tout accord entre socialistes et communistes et de toute recherche d'un tel accord avec les organisations se réclamant du parti populaire. Ce qui, avec le recul du temps, peut paraître une vérité d'évidence, faisait à l'époque l'objet de débats passionnés.

A la recherche des forces qui pouvaient amener, après cette lourde défaite, le renouveau de la société italienne, s'ajouta l'expérience concrète de la lutte antifasciste dans un contexte profondément modifié par le déchaînement du fascisme dans toute l'Europe, la guerre mondiale et la résistance aux Allemands jointe à la lutte armée contre la « république » fasciste de Salô, soutenue par les nazis dans la partie de l'Italie qu'ils occupaient.

LE TOURNANT DE SALERNE

La politique d'union nationale et antifasciste devait s'exprimer dans ce que l'on a appelé le tournant de Salerne (1944) qui vit les communistes participer au gouvernement avec l'ensemble des partis coalisés, dans l'intention déclarée de constituer une Italie démocratique, cet objectif primant tout autre.

La résistance avait vu s'affirmer une force antifasciste (qui comprenait une composante catholique importante) aspirant à un régime de démocratie politique avancée. Cet élément, particulièrement précieux aux yeux des communistes italiens, sera défendu et sauvegardé même dans les moments de tension politique très vive qui virent dans la suite s'affronter les partis qui avaient collaboré dans la résistance.

L'objectif au lendemain de la guerre était d'assurer le cadre le plus démocratique possible. La nouvelle Constitution allait en être la meilleure illustration, dans les limites, bien évidemment, que la démocratie revêt en régime capitaliste dominé toujours plus par les concentrations monopolistes.

Il ne faut pas perdre de vue le caractère spécifique de la situation italienne au lendemain de la guerre. Non seulement elle était une des puissances vaincues de l'axe, mais, à la différence d'autres pays de l'Europe capitaliste, elle connaissait et connaît d'ailleurs encore, des contradictions particulièrement aiguës entre le développement d'un capitalisme dynamique et moderne et des zones véritablement féodales où dominent des pratiques de pouvoir et de gestion arriérées. On a pu dire que la société italienne revêtait un aspect toujours chaotique et parfois monstrueux.

Dans cette situation de conflit et de désordre, génératrice de crises et d'affrontements, le P.C.I. a réussi à maintenir l'acquis de la lutte antifasciste, malgré l'atmosphère de guerre froide et parfois de croisade religieuse entretenue par son plus puissant adversaire politique, la Démocratie Chrétienne (D.C.). Son refus de voir se développer les oppositions pour des motifs religieux et sa recherche passionnée du dialogue avec le monde catholique dans un pays où, ne l'oublions pas, le centre de l'Eglise est présent, a ouvert incontestablement de nouvelles possibilités. D'autant que cette recherche est inséparable des efforts pour assurer le renforcement de l'unité des courants socialistes qui se réclament du marxisme.

Sans doute au lendemain de la libération et de la défaite fasciste, le P.C.I. a paru entretenir quelque illusion sur les possibilités ouvertes par le vote d'une Constitution avancée et le rôle nouveau que pouvait jouer la classe ouvrière après la guerre dans un Etat qui s'affirmait républicain et fondé sur le travail.

DIALOGUE AVEC LES CHRETIENS

Sans doute son alliance étroite avec le P.S.I., dans l'optique des élections de 1948 pouvait laisser supposer qu'il avait fait un choix « frontiste ». Face à une D.C. qui avait rompu l'alliance antifasciste, la confrontation fut particulièrement dure. Si l'affirmation électorale de la D.C., qui arracha dans le climat de la croisade anticommuniste une majorité absolue éphémère, amena le P.C.I. à réfléchir sur sa stratégie, il n'abandonna jamais le souci de maintenir dans des formes diverses et adaptées, l'unité ouvrière.

Cependant, l'élaboration d'une nouvelle politique d'alliances, de la « voie italienne vers le socialisme » s'est trouvée alimentée par le développement des événements internationaux et par des évolutions importantes du monde catholique. Ainsi, les conditions nouvelles de lutte de l'après-guerre qui virent la classe ouvrière et ses organisations acquérir un poids plus important, l'évolution du mouvement communiste international après le XXe Congrès du P.C.U.S., les progrès de la détente internationale, dont le processus est loin d'être linéaire, l'évolution de l'Eglise de l'après-concile avec le rôle de Jean XXIII, sont autant de facteurs qui ont aidé à approfondir cette stratégie.

La recherche du tripartisme (dans le vocabulaire italien cette notion, faut-il le souligner, est toute différente de ce que nous connaissons en Belgique) traduit l'effort pour assurer la rencontre des communistes (P.C.I.), des socialistes (P.S.I.) et des chrétiens (D.C.). L'élément le plus original est sans doute l'insistance des communistes italiens à souligner l'importance du rôle des chrétiens dans la société italienne pour sa transformation. Ainsi, lors de son Xe Congrès, le P.C.I. pouvait déclarer : « Il s'agit de comprendre comment l'aspiration à une société socialiste non seulement peut ouvrir un chemin chez des hommes qui ont une foi catholique, mais que cette aspiration peut trouver une stimulation dans la conscience religieuse placée devant les problèmes dramatiques du monde contemporain ».

Le rôle spécifique de la composante chrétienne dans une alliance pour bâtir une nouvelle société est donc nettement affirmé.

Cette rencontre avec les chrétiens et la puissante D.C. qui rassemble dans une organisation interclasse l'essentiel des mouvements d'inspiration catholique et conquiert un moment la majorité absolue au Parlement, domine de nombreuses régions, dans une atmosphère de guerre froide, est évidemment complexe et malaisée. L'opération de Centre Gauche qui suit la perte de cette majorité absolue pose de nouveaux problèmes : cette formule qui rencontre l'adhésion du P.S.I. se place au départ dans la perspective d'une unification avec le Parti Social Démocrate Italien (P.S.D.I.) (glissement à droite du P.S.I.). Le mouvement socialiste paraît accepter de jouer un rôle subalterne sans que la D.C. ne modifie ses orientations fondamentales conservatrices et pro-atlantiques. Le P.S.I. est même amené à rompre certaines de ses alliances traditionnelles avec les communistes au niveau des municipalités, des provinces, d'accepter certaines options « néocapitalistes » de développement.

Aussi, la recherche du dialogue et de l'accord s'accompagne chez les communistes de la critique la plus ferme et la plus vive des orientations de la direction de la D.C. Clairement, le P.C.I. indique que la politique d'unité démocratique et antifasciste doit être poursuivie par une lutte de masse, une pression à tous les niveaux visant à corriger et faire reculer « l'œuvre de contre-façon et de compromission réactionnaire du groupe dirigeant de la D.C. ».

Sans entrer dans toutes les péripéties de cette action qui voit la force électorale du parti commmuniste croître au fil des ans, on peut en venir à la proposition avancée en 1972 d'un « gouvernement de tournant démocratique basé sur l'entente et la collaboration entre toutes les forces populaires et en particulier entre celles qui se rattachent aux composantes décisives de l'histoire et de la réalité politique italienne : communiste, socialiste et catholique ».

Il s'agit-là d'une première définition du compromis historique qui met l'accent en ordre principal sur une nouvelle formule de gouvernement, mais dès le départ, indique également qu'il s'agit d'un dessein plus vaste.

QUELLE ALLIANCE ?

Cet objectif ne constitue-t-il pas l'abandon du dessein politique parfois affirmé de « faire éclater la D.C. » ? Il faut nuancer la réponse de cette question. Lorsque les communistes italiens parlent de la composante catholique, ils examinent avec attention toute évolution, tout regroupement politique du monde chrétien en dehors de la D.C. tout en soulignant que celle-ci est la force politique qui regroupe l'essentiel des organisations d'inspiration chrétienne. Ils ouvrent d'ailleurs largement leurs rangs aux chrétiens mais sans pour autant perdre de vue que la D.C. reste l'interlocuteur le plus puissant du monde catholique sur le terrain politique. Sans sectarisme et avec un sens aigu des réalités — on ne choisit pas le « bon » interlocuteur — sans pour autant se refuser dans la vie politique à des alliances plus étroites, à des convergences plus limitées. La dialectique politique italienne est d'ailleurs particulièrement vivante et mouvante. Qu'il suffise de rappeler l'évolution des « A.C.L.I. », forme spécifique de regroupement de travailleurs catholiques, au plan de la culture, de l'action sociale et politique. Pendant longtemps ce mouvement fut considéré comme l'aile marchante de la D.C. dans le monde du travail.

Il prit ensuite ses distances vis-à-vis de la D.C. au point de ne plus la soutenir électoralement. Certains de ses dirigeants tentèrent même, sans succès il est vrai, de constituer un nouveau mouvement politique, avant de rejoindre — certains d'entre eux du moins — les rangs du P.S.I.

Dans l'élaboration d'une politique des alliances, le poids de la tragique expérience du Chili a certainement pesé. Berlinguer l'a d'ailleurs déclaré sans ambage dans son rapport au XIVe Congrès : « Il faut tout faire, indique-t-il, sans abandonner ses objectifs, pour éviter une cassure verticale du peuple et du pays en deux fronts opposés et ennemis. Il faut rechercher les convergences et ensuite les alliances les plus vastes. Eviter avant tout la cassure de la classe ouvrière, songer aux couches moyennes des villes et des campagnes, dialoguer avec elles ».

Dans les conditions particulières de l'Italie, cela veut dire rechercher l'entente entre les grandes composantes démocratiques du pays en y associant le maximum de forces et de partis (même mineurs).

Dans le passé déjà, certains ont reproché au P.C.I. sa politique de collaboration avec des forces ne se réclamant pas de la gauche politique. Cette orientation aurait eu pour conséquence de freiner l'élan révolutionnaire des masses. C'est le discours des occasions perdues. Il y a grande chance de supposer qu'il se répètera maintenant. Qui tient de tels discours n'aperçoit pas l'importance de l'évolution politique actuelle, le recul enregistré par le fascisme renaissant, la crise de la D.C. et les interrogations qu'elle pose. Non que la situation soit définie, clarifiée. Elle reste au contraire grosse de danger conservateur et de périls qui peuvent conduire à une évolution réactionnaire dans la situation de crise de l'économie et de désordre de la société.

D'autres critiques, apparemment plus réalistes, ont avancé l'hypothèse que cette stratégie était dictée dans le passé et encore maintenant par l'incidence de facteurs internationaux et qu'en 1944-1945 une autre stratégie eût été impossible.

Il est évident que dans le passé les facteurs internationaux ont joué (occupation de l'Italie par les forces militaires anglo-saxonnes notamment). Ces éléments ont peut-être aidé à définir une stratégie spécifique qui s'est approfondie dans la suite. Mais ils sont loin d'être les seuls à motiver ce choix.

Il nous paraît que le compromis historique n'est pas un expédient temporaire, dicté par les circonstances mais bien un choix stratégique qui indique les orientations vers le socialisme en Italie.

Il n'est pas davantage un objectif étroitement défensif pour répondre au danger de droite et fasciste présent en Italie.

Comment va-t-il s'inscrire dans la réalité politique ? Il ne s'agit pas d'introduire le P.C.I. dans la majorité de centre-gauche en lui attribuant quelques postes ministériels. Cette manière de voir la proposition de tournant démocratique est bien dans la ligne des sociaux-démocrates. A partir de cette interprétation du compromis, ils le critiquent, tout en s'accommodant d'un partage tout théorique du pouvoir et des influences à l'échelon gouvernemental. Les communistes italiens déclarent ne pas être pressés, ils luttent pour un changement fondamental d'orientation et de méthode de gouvernement. Ce sont les faits qui deviennent pressants face à la crise économique et politique que connaît le pays.

Il faut bien voir que l'accès du P.C.I. au pouvoir bouleverserait complètement la situation politique et ne permettrait pas des opérations « transformistes » comme celle du centre-gauche. Aussi la droite et les milieux dirigeants de la D.C. s'y opposent-ils avec énergie car c'est toute leur prédominance dans l'Etat qui est mise en cause. A y regarder de plus près, la proposition vise moins à réaliser une nouvelle coalition politique qu'à définir de nouvelles méthodes d'exercice du pouvoir et de contrôle démocratique.

La recherche d'un accord ou du moins d'une convergence politique, car on peut parfaitement imaginer un gouvernement disposant de l'appui extérieur du parti communiste, ne vise pas à établir entre deux idéologies un compromis. Les communistes italiens sont nets à ce sujet. Déjà en 1963, dans un discours célèbre à Bergame, Togliatti précisait : « Il faut considérer le monde communiste et le monde catholique comme un ensemble de forces réelles. Etats — gouvernements — organisations — consciences individuelles — mouvements de différentes nature, et examiner si et de quelle façon, face aux révolutions de l'heure et aux perspectives de l'avenir, une compréhension réciproque, une reconnaissance réciproque des valeurs, sont possibles et par conséquent s'il est possible d'aboutir à une entente et même à un accord pour atteindre les buts qui soient communs parce qu'ils sont nécessaires, indispensables pour toute l'humanité ».

Pareil dialogue, pareille recherche mettent en cause et même en crise la politique traditionnelle de clientèle, de monopole de l'exercice du pouvoir ou de partage des influences dans laquelle excelle depuis bientôt trente ans la D.C. Ce « style » conduit à l'échec politique actuel et à une situation de crise interne et externe.

C'est en effet cette détestable méthode de gouvernement qui a créé la méfiance populaire, le divorce enre les institutions et le pays, l'incapacité de réaliser dans les faits les promesses cent fois répétées.

L'EXPERIENCE POLITIQUE

Faut-il souligner que cette exigence du tournant démocratique s'inscrit déjà dans les faits et dans la pratique des communistes lorsqu'ils participent au pouvoir dans les municipalités, les provinces ou les régions. Même lorsqu'ils disposent seuls d'une majorité, ou en alliance avec les forces de gauche, ils s'efforcent d'associer l'opposition à la réalisation des projets de démocratie avancée, de participation des populations à l'exercice du pouvoir. C'est sans doute là une des raisons du succès des « régions rouges » qui suscitent l'intérêt de nombreux commentateurs. Souvent l'on s'extasie sur la gestion de ces régions sans souligner le facteur nouveau qui consiste à refuser le « jeu » de la majorité et de l'opposition mais tout au contraire associe dans un esprit responsable les diverses forces politiques à la gestion de la cité. Chacun est appelé à prendre ses responsabilités face à des propositions concrètes et non en favorisant les oppositions souvent factices ou étroitement idéologiques.

Le « jeu » traditionnel de la politique peut ainsi être dépassé.

Un véritable défi est lancé à la pratique politique de la D.C. Nous venons de le souligner, le « compromis » est bien plus qu'une formule de gouvernement ou que la simple recherche d'une nouvelle majorité parlementaire. C'est aussi, et nous serions tentés de dire c'est surtout, l'indication d'une méthode nouvelle dans l'action politique et les rapports entre la majorité et l'opposition. C'est la recherche d'établissement de rapports politiques nouveaux qui, tout en contribuant à faciliter la solution des problèmes les plus urgents posés à la société italienne, dégage des possibilités de coopération et d'entente dans tout le pays pour arracher des changements fondamentaux réclamés depuis des décennies. En d'autres termes, c'est la formule qui doit permettre de sortir l'Italie de son immobilisme et de sa crise permanente de développement.

Pareille stratégie politique ne débouche pas sur l'idylle entre toutes les composantes de la société italienne ni sur la confusion des idéologies. Mais elle implique le dépassement définitif des préjugés entretenus vis-à-vis du P.C.I. Celui-ci apparaît comme une des composantes nécessaires du mouvement qui peut assurer la transformation de la société. Elle permet de déplacer le poids de la lutte politique dans le concret, de quitter le domaine des anathèmes idéologiques ou religieux pour assurer la confrontation des programmes et le développement des actions concrètes.

La réalisation d'un tel objectif est évidemment difficile à atteindre mais elle domine déjà toute la vie politique italienne. Les récents succès électoraux des forces de gauche et plus particulièrement du P.C.I. contribuent évidemment à son mûrissement.

Pareil tournant ne peut entrer dans les faits par une simple modification des majorités parlementaires, il est peu à peu imposé par les actions et les luttes populaires. Le P.C.I. s'est en effet toujours efforcé de lier les actions au niveau des assemblées et les revendications, les luttes des forces sociales.

LES INTERLOCUTEURS

Il nous reste à examiner comment, actuellement, cette proposition est reçue notamment dans la D.C. et dans le P.S.I., les deux interlocuteurs principaux.

Il y a, dans la D.C., ceux qui refusent avec netteté et obstination comme Fanfani, toute ouverture en ce sens. L'échec du référendum sur le divorce qui visait à relancer une guerre de religion et à rendre impossible le dialogue, est pour cette ligne un net insuccès. A celui-ci vient s'ajouter la défaite électorale récente. Mais dans la D.C., nombreux sont ceux qui s'efforcent d'éluder la proposition de relancer des formules de centre-gauche, ou encore d'éviter d'y répondre. La question est évidemment cruciale pour le mouvement chrétien italien placé à la croisée des chemins. S'engager dans une politique nouvelle de convergence et de dialogue qui rompe avec la ligne conservatrice et anticommuniste, c'est un choix difficile. Cela bouleverse les vieux schémas et les vieilles formules. Il y aura donc encore beaucoup de rebondissements et de péripéties. Il convient de ne point considérer la D.C. comme un ensemble statique, mais bien comme un organisme en évolution. Les résultats électoraux agissent comme un incitant à la réflexion et le monde chrétien est en mutation; dans une certaine mesure, il se déplace à gauche à travers des poussées contradictoires. Certaines de ses organisations se prononcent d'ailleurs et agissent peu à peu dans un sens anticapitaliste et anti-impérialiste.

La D.C. est travaillée de profondes contradictions dues à sa composition, à sa base sociale. Dans sa direction on trouve des hommes liés étroitement aux grandes concentrations économiques, d'autres exprimant des positions classiques de la droite, mais elle compte également en son sein de véritables militants liés aux luttes ouvrières. Par ses origines antifascistes, et la masse de ses électeurs, elle peut évoluer dans un sens plus positif, conforme au dialogue et à la recherche de nouveaux rassemblements.

La recherche d'un rapport nouveau, positif avec la D.C. se poursuit malgré les critiques et les attaques de « gauche » qui s'enferment dans la phraséologie des mots creux et des propositions irréalistes. Les critiques émanent aussi de certains tenants du centre-gauche qui redoutent les effets d'un dialogue direct entre communistes et chrétiens et se présentent volontiers comme les intermédiaires ou les partenaires exclusifs.

Il est bien clair qu'il ne peut être question d'accepter comme partenaire de ce tournant, la D.C. telle qu'elle est. Un changement d'orientation, de méthode de gouvernement et de pratique politique est nécessaire. C'est là que réside la différence profonde avec les expériences de centre-gauche.

Que deviennent dans tout cela les rapports avec les socialistes et les autres formations politiques italiennes ? La question peut légitimement se poser. Y aurait-il un dialogue privilégié P.C.-D.C. comme on l'a souvent affirmé ? Les socialistes sont-ils lâchés, pour employer l'expression des machiavels au petit pied ? Bien au contraire. L'unité (et non le dialogue et la recherche de rapports différents) avec les forces socialistes reste un point fondamental de l'action et de la stratégie des communistes.

Cette unité est sans doute plus importante encore dans les conditions nouvelles. Elle permet en effet d'agir et même de conditionner l'évolution recherchée de la D.C.

Dans le passé, le débat avec le P.S.I. a souvent été dominé par des considérations idéologiques assez abstraites qui sont importantes mais apparaissent parfois comme des occasions et des prétextes pour entretenir les divisions (conception du pouvoir, règles de vie interne des partis ouvriers, visage de la société future, rapports avec les pays socialistes). La recherche de l'unité des forces de gauche doit se faire en fonction du développement d'une majorité plus large, elle doit constituer une aide puissante à la constitution et au renforcement de celles-ci. Vue sous cet angle, la perspective d'un « front populaire » ne peut être abordée que comme une étape vers un rassemblement plus vaste et non comme une lutte frontale. L'unité entre P.S.I. et P.C.I. apparaît alors comme une condition essentielle pour faire avancer le processus de rénovation du monde catholique que l'opération de centre-gauche n'a pas permis. A ceux qui pensent qu'obtenir 51 % des voix est un objectif déterminant pour la gauche, le P.C.I. répond : « Si demain nous étions la moitié plus un au Parlement et dans le pays, nous rechercherions toutes les collaborations politiques qui seraient nécessaires pour créer autour du gouvernement démocratique en Italie, l'unité de tous les travailleurs italiens ».

Le P.S.I. reste donc un allié précieux et indispensable dans cette stratégie. Le renforcement de toute la gauche aide à l'évolution nécessaire de la D.C. A l'occasion du prochain congrès du P.C.I., la question de l'alliance, de l'unité avec le P.S.I. est rappelée avec netteté. Elle est vue comme un processus de longue haleine, « historique », également.

Les autres composantes de la société politique italienne sont vues sous cet angle également. Qu'il s'agisse du parti républicain, des groupes de gauche ou même de certaines formations qui se réclament d'objectifs strictement régionaux.

De même l'action des organisations syndicales qui se regroupent et, dans l'autonomie de leurs actions, se fixent des objectifs de transformation de la société, de défense de la démocratie, de progrès économique et social, constitue un élément important de l'évolution recherchée.

LA PERSPECTIVE

La perspective du compromis est donc bien à long terme, historique. Tous les efforts tendent à éviter une stratégie de « guerre civile », un malheur à éviter dans les conditions actuelles d'évolution et de transformation de la société. La pratique des alliances toujours plus larges, des convergences sur des objectifs économiques et sociaux qui isolent les monopoles et les position traditionnelles de pouvoir, retentit également sur le développement civil de la société. C'est le rôle des partis, leurs rapports, leur place dans la société qui est posé.

La problématique italienne constitue un élément de réflexion pour tous ceux qui, en Europe capitaliste, agissent pour la transformation de la société et recherchent des formes de regroupement de la gauche et des progressistes. En tenant compte certes des particularités, des conditions et des traditions, du poids spécifique de chaque composante. En tenant compte également du rapport des forces à l'échelon mondial et des situations concrètes qui permettent de dégager des voies originales et spécifiques de développement.

JULES LAMMENS

Le Zaïre : situation et perspectives

Vu d'Europe et à travers le prisme déformant des discours officiels, des reportages et des mesures spectaculaires, le Zaïre offre l'image d'une dictature militaire brutale et incohérente mais jouissant d'une étonnante stabilité. Des alliances tous azimuts de la Chine communiste aux Etats-Unis en passant par la France et l'Allemagne, des mesures économiques contradictoires allant d'un nationalisme ombrageux et socialisant jusqu'à une soumission totale aux pressions du capitalisme international, une mobilité et une rotation assez grande de la bourgeoisie en formation et le remplacement périodique du personnel politique, toutes ces indications rendent la tâche de l'analyste de la politique zaïroise malaisée.

Deux écueils doivent être évités : d'une part, considérer qu'il n'y a rien de systématique derrière l'incohérence extérieure et chercher par exemple l'explication des événements dans la psychologie de Mobutu ou dans l'influence d'un de ses conseillers, et d'autre part vouloir à tout prix rattacher le Zaïre à un modèle classique d'économie dominée ou en développement et fixer l'étape à laquelle il serait parvenu. En d'autres mots dans le cas du Zaïre, il faut essayer de rendre compatible l'incohérence et le système, l'aléatoire et le rationnel.

Nous allons d'abord tenter de décrire les grandes lignes du système politique et son fonctionnement; ensuite les options de la politique extérieure et enfin nous indiquerons quelques caractéristiques du système économique et de la situation financière.

1. LA NATURE DU POUVOIR POLITIQUE

Contrairement à ce qu'on pense, le Zaïre ressemble peu à une dictature militaire. Ni le chef de l'Etat, ni ses principaux conseillers, ni les détenteurs du pouvoir économique et politique ne sont des militaires. L'armée n'a ni idéologie, ni ambitions collectives. De son origine coloniale elle a conservé une animosité et une méfiance à l'égard de tout ce qui est politique et civil. Fortement corrompue dans ses couches supérieures, elle est mal placée pour donner des leçons de moralité et jouer les redresseurs de tort. Le complot militaire du mois de juin qui a abouti à la condamnation à mort de sept officiers supérieurs, dont trois généraux, n'était pas dirigé contre le régime ou la corruption, mais contre la personne de Mobutu. Ce qui était en cause, c'était la concentration totale des pouvoirs aux mains d'un seul homme et l'absence complète de contrepoids politiques. Quel que soit son niveau de responsabilité ou l'étendue de sa fortune, aucun civil, aucun militaire zaïrois, s'il n'est pas un parent du président, n'est à l'abri d'une disgrâce ou d'une condamnation. Dès lors, il n'est pas difficile de le faire participer à un complot dont l'enjeu n'est pas le renversement du système politique, mais la consolidation des positions acquises.

Le phénomène de concentration absolue du pouvoir, commencé en 1966 avec la suppression du poste de premier ministre, n'est exprimé que partiellement dans la Constitution de 1970 qui instaure officiellement un régime politique présidentiel. En réalité, le contrôle exercé par le président n'est limité que par l'étendue du pays et l'inefficience relative de l'administration publique. On peut dire qu'il n'existe plus aucune institution, plus aucun corps social organisé qui puissent s'opposer à la volonté présidentielle.

La concentration et la centralisation du pouvoir politique existaient déjà à l'époque coloniale, mais sous une forme tempérée par les procédures administratives, la dispersion relative du pouvoir économique et le jeu des contrepoids (églises, syndicats, métropole...). Elles furent renforcées par l'échec des tentatives fédéralistes et sécessionnistes de 1960 à 1964. Le coup d'Etat militaire de 1965 et l'instauration du régime présidentiel les consacrèrent.

Une autre caractéristique du système politique zaïrois, qui remonte à la colonisation, est la prépondérance de la ville de Kinshasa dans tous les domaines. Mobutu sut faire de cette prépondérance un instrument de son pouvoir (1). La vie politique des régions (anciennement provinces) est suspendue jusqu'aux visites bisannuelles du président, qui tranche en quelques heures les problèmes et les litiges qu'on lui soumet et distribue promesses et argent à pleines mains. Entre deux visites présidentielles, le seul moyen d'obtenir une décision, de faire avancer un dossier est de se rendre à Kinshasa et de faire la cour aux courtisans, pour ceux qui n'ont pas un accès direct auprès du Chef de l'Etat.

2. LES INSTRUMENTS DU POUVOIR

La crise congolaise et le chaos général des années 1960-1965 ont donné l'impression que les Zaïrois n'étaient pas capables de s'administrer, soit par manque de cadres qualifiés, soit par l'inadaptation des structures et institutions. Cette période est terminée. Le

(1) La comparaison qui vient à l'esprit toute proportion gardée est celle de la France de Louis XIV et de Versailles.

Zaïre dispose d'un encadrement amplement suffisant que ce soit en termes de qualification ou de compétence réelle. On peut dire que les instruments essentiels du pouvoir : parti, armée, mass media, administration, parastataux, sûreté, bureau de la présidence, sont bien organisés et relativement compétents. Rappelons que tous ces organes ou instruments du pouvoir sont tout à fait centralisés et qu'ils dépendent tous exclusivement de la personne de Mobutu. Les seules institutions qui échappent jusqu'à un certain point à l'emprise du président, sont les églises, mais leur pouvoir et les moyens dont elles disposent ont été constamment réduits.

Nous passerons rapidement en revue les différents instruments du pouvoir.

Le parti M.P.R.

Le Mouvement Populaire de la Révolution est un parti unique et totalitaire. Tous les citoyens zaïrois, y compris les militaires et les prêtres, sont d'office membres du parti. Ils ne peuvent se contenter d'une affiliation formelle, mais doivent faire preuve d'un certain militantisme en assistant à des réunions et meetings, en participant à l'animation culturelle, en allant acclamer le président, en cotisant pour le parti, en faisant le « salongo » (travaux collectifs). Le contrôle du militantisme et les sanctions sont réelles : soit des amendes ou des vexations, soit une pénalisation professionnelle s'il s'agit de personnes relevant de la fonction publique.

Le parti a remplacé toutes les autres formes d'organisation sociale ou culturelle qui ont été interdites; il est présent partout, y compris dans les séminaires religieux et à l'armée. Son champ d'action ne cesse de s'étendre. On vient par exemple de lui confier l'organisation des « jardins d'enfants et des écoles gardiennes » dans tout le pays, ainsi qu'une partie de l'enseignement.

Les sentiments de la population à l'égard du parti vont du fanatisme d'un tout petit nombre de militants sincèrement attachés au parti jusqu'au ressentiment profond mais non exprimé de la grande majorité, en passant par la collaboration opportuniste et rémunérée de la plupart des cadres et militants.

Il existe une école du parti, l'Institut Makanda à Kinshasa, dans laquelle tous les cadres de la nation, à partir des plus élevés, sont appelés à recevoir une formation civique et politique durant des sessions qui peuvent durer de deux à six semaines.

L'armée

Les Forces Armées Zaïroises (F.A.Z.) et la gendarmerie constituent l'instrument essentiel de la répression. Leur efficacité à l'encontre des civils ne peut être mise en doute. Ils l'ont prouvé en 1969 en écrasant dans le sang une manifestation des étudiants de Kinshasa. Les FAZ bénéficient d'un appui logistique américain surtout en matière de transport aérien et d'une coopération technique belge en diminution constante.

L'armement des FAZ est d'origine française (chars Panhard, hélicoptères Puma, et bientôt des Mirages), italienne et belge en ce qui concerne l'armement léger. Des instructeurs chinois et nord-coréens ont pris la place des militaires belges. La portée idéologique de cet encadrement est cependant limitée si on sait qu'une partie des instructeurs communistes entraîne au Zaïre les jeunes recrues du FNLA de Holden Roberto.

Malgré un armement suffisant et de qualité, malgré l'entraînement par des instructeurs étrangers, la puissance offensive des FAZ semble réduite et serait sans doute nulle sans un appui logistique étranger constant. Deux indications existent à ce sujet : les FAZ ne sont jamais parvenues à liquider et même à inquiéter sérieusement le maquis de Laurent Kabila dans les montagnes de la région Fizi-Baraka-Bendera; les premiers engagements des FAZ en Angola contre les forces militaires du MPLA semblent avoir tourné à la confusion complète des Zaïrois.

Bien que le rôle de l'armée soit très effacé sur le plan politique et nul sur le plan économique, il est symptomatique que le président se tourne vers les militaires dès que les difficultés importantes surgissent. Il convoque les « compagnons de la Révolution » qui regroupent les officiers supérieurs coauteurs du coup d'Etat militaire du 24 novembre 1965, il réunit des officiers de l'état-major. Enfin en cas d'urgence, comme lors de la tentative du coup d'Etat de juin dernier, Mobutu fait appel à sa garde de parachutistes composée de ressortissants de son ethnie.

Les mass-media et l'endoctrinement.

Toute la presse quotidienne et hebdomadaire, les émissions des radios nationale et régionales, la télévision sont aux mains du département de l'orientation nationale, qui est le ministère de la propagande. A la fois instrument d'intégration nationale et de coercition politique, les mass-media sont chargés de la propagation systématique de l'idéologie du régime : culte de la personne de Mobutu et de sa famille (sa mère, sa femme), doctrine de l'authenticité, fidélité au parti, mobilisation pour le développement économique et la zaïrianisation, combat pour l'indépendance africaine, etc.

Certains de ces thèmes, e.a. l'Authenticité, la Zaïrianisation et l'Indépendance africaine, ont eu un impact réel sur les intellectuels et la bourgeoisie urbaine et ont pu masquer pendant un temps l'absence de réalisations concrètes dans ces domaines.

L'imposition graduelle d'une seule langue nationale, le lingala, est également un facteur d'unification nationale, bien que cette langue originaire de la région de l'Equateur et de la ville de Kinshasa soit étrangère à une majorité de la population.

L'administration

L'organisation administrative est restée calquée sur le modèle colonial. Si l'administration a fortement accru sa compétence théorique, c'est-à-dire son niveau d'étude, depuis l'africanisation brutale de 1960, elle est paralysée, au sommet par la concurrence des organes techno-bureaucratiques de la présidence et, à la base par la concurrence du parti. Elle est de plus en plus corrompue surtout au niveau des détenteurs du pouvoir politico-administratif : gouverneurs de province (commissaires de région), etc... jusqu'au niveau des administrateurs et bourgmestres. Leurs corruption est fondée principalement sur des abus de pouvoir (amendes, extorsions de fonds, impôts fictifs, prélèvement de récolte, etc...) qui touchent directement la masse.

L'administration constitue un rouage relativement docile du système politique, mais n'en développe pas moins un sentiment de

frustration profonde à l'égard du régime, du parti et de Kinshasa, surtout dans les couches inférieures et moyennes qui n'ont pas un accès facile à la corruption.

La Sûreté ou Centre National de Documentation (CND)

La Sûreté est divisée en deux services : intérieur et extérieur. Tous deux sont bien organisés, relativement efficaces et dirigés par des gens appartenant aux ethnies favorables au président.

Il existe en plus du CND officiel et national, d'autres Sûretés (de l'armée, du parti, du président) chargées de surveiller la première ou d'accomplir d'autres tâches spécifiques.

Le bureau de la présidence

Le bureau est un véritable super-ministère ayant compétence indirecte dans tous les domaines et directe dans les secteurs-clé du « développement national » : Plans de développement, grands projets d'infrastructures, équipement médical et éducatif, investissements étrangers, etc...

Le bureau gère la majeure partie du budget extraordinaire consacré aux investissements.

Le bureau contrôle en outre les autres organismes technobureaucratiques du pouvoir : l'Institut de gestion du portefeuille, le service du plan, le service d'études du Zaïre, l'Office national de la recherche et du développement, etc...

Le bureau est composé d'une trentaine d'universitaires ayant le titre de « Conseiller » et est dirigé par un directeur, assisté d'adjoints. Il n'y a pas de conseillers étrangers attitrés au niveau du bureau, mais bien au service du plan et dans d'autres organismes.

Le bureau est l'organe essentiel de la politique économique du Zaïre. C'est à son niveau et en particulier sur son directeur Bisengemana que s'exercent toutes les pressions et les influences étrangères.

3. LA POLITIQUE EXTERIEURE

La politique extérieure réelle du Zaïre, au-delà des déclarations et des attitudes spectaculaires de ses dirigeants, ne peut pas mieux être illustrée que par le rappel des principaux fournisseurs d'armement aux F.A.Z. Le projet de budget pour 1975 prévoit 164,9 millions de Zaïres (soit 329,8 millions de dollars) d'investissements pour la Défense nationale. Ce chiffre peut être comparé avec celui des investissements en faveur de l'Education nationale qui s'élèvent à 17,5 millions, soit 10 fois moins !

Le total de 164,9 millions de Zaïres est réparti de la manière suivante :

— 91,6 pour l'achat de Mirages français
— 16,1 pour l'achat de Hercules C130 américains
— 9,1 pour l'achat de voitures blindées Panhard françaises
— 9,4 pour l'achat de Mercédes
— 4,3 pour l'achat d'hélicoptères français Puma
— 5,3 pour l'achat de munitions italiennes
— 29,1 : divers.

Il ne s'agit certes pas d'un budget exécuté, mais il constitue un bon indicateur des orientations réelles de la politique étrangère du Zaïre.

Les Etats-Unis, la France, l'Italie, l'Allemagne et d'une manière décroissante la Belgique demeurent les principaux alliés et partenaires du Zaïre en matière de coopération et de commerce extérieur.

La position des Etats-Unis, bien qu'en butte à des tentatives d'effritement de la part de la France, demeure la plus forte et la plus solide. Elle s'est consolidée depuis quelques années, par des investissements américains importants. Elle demeure privilégiée dans le domaine militaire et financier, la monnaie du Zaïre étant liée au dollar. Il est cependant difficile d'apprécier l'influence exacte exercée par les Etats-Unis sur la politique intérieure et extérieure du Zaïre. On a parlé récemment d'un incident significatif, le Zaïre aurait refusé de céder (ou de prêter) aux Etats-Unis, ses bases de Kamina et de Kitona; les Américains en guise de représailles auraient arrêté certains travaux à Inga et la construction de la ligne à haute tension Kinshasa-Shaba. Les entreprises privées américaines seraient alors intervenues auprès de leur gouvernement pour le faire revenir sur son boycottage. Lors du complot militaire de juin dernier, les Etats-Unis furent accusés — mais à mots couverts — par les autorités zaïroises d'avoir été les instigateurs de la tentative du coup d'Etat. Cette accusation probablement fantaisiste, fit long feu et n'altéra pas en profondeur les relations entre le Zaïre et les Etats-Unis.

Les Français renforcent depuis deux ans leurs positions tant dans le domaine politique, culturel et militaire que commercial et économique. Cette avance se fait principalement au détriment des intérêts belges.

La position très forte de l'Italie a subi le contrecoup de la crise politique et économique italienne; mais elle a mieux résisté que la Belgique aux mesures de nationalisation de 1973-74.

Les relations belgo-zaïroises se sont détériorées à partir des nationalisations en 1973. Elles ont été extrêmement tendues de janvier à mars 1975 (rappel de l'ambassadeur Kerremans, suspension de la garantie du Ducroire et arrêt des exportations belges, cessation des paiements du Zaïre à l'égard des créanciers belges, etc...). La détente a commencé en avril et mai. Le discours présidentiel du 20 mai 1975 contenait une ouverture à l'égard de la Belgique qui s'est concrétisée en septembre par le voyage du premier ministre belge au Zaïre.

Il faut mentionner enfin l'influence croissante du Canada dans le domaine de l'éducation, de la recherche démographique et de l'exploitation forestière.

Les relations avec l'Union soviétique sont apparemment au point mort. Par contre, la coopération de la Roumanie et de la Pologne au Zaïre est très forte. L'Université Nationale du Zaïre compte plus de cents professeurs roumains et polonais qui acceptent des conditions de travail beaucoup plus dures que les Belges et les remplacent progressivement.

La coopération chinoise est réelle, mais discrète et s'est exercée jusqu'à présent dans des domaines peu spectaculaires (culture du riz, entretien du domaine de la NSELE, instruction dans les camps militaires). La Chine constitue indubitablement un modèle de référence positif dont le régime tend à s'inspirer dans sa politique d'authenticité.

La Corée du Nord est cependant le pays qui bénéficie actuellement du plus grand crédit auprès de tous les Zaïrois qui ont pu comparer les différents pays socialistes. La Corée du Nord a envoyé des missions au Zaïre et fournit des instructeurs militaires, principalement aux forces du F.N.L.A. de Holden Roberto, qui sont entraînées au Zaïre.

Pour mémoire, il faut rappeler la déception éprouvée par le Zaïre à l'égard des pays pétroliers arabes. Après avoir pris des positions pro-arabes en flèche, le président Mobutu a estimé ne pas avoir été récompensé. La hausse des produits pétroliers a été dénoncée par le président le 20 mai, comme une des causes principales de la crise financière du Zaïre qui aurait dépensé en 1974, 500 millions de dollars au lieu de 250 pour l'achat de produits pétroliers.

Le principal problème de politique extérieure du Zaïre est actuellement celui de l'Angola et de Cabinda. Il est probable qu'aux yeux de Mobutu il a une priorité absolue et que toute sa politique étrangère est subordonnée à la poursuite de ses objectifs à Cabinda et en Angola. Le président du Zaïre s'est prononcé le 20 mai pour l'autodétermination de Cabinda par une procédure de consultation populaire.

L'enjeu cabindais est double : économique et politique. Le Cabinda avec une population de 80.000 habitants détient des ressources pétrolières importantes OFF SHORE et contrôle en plus l'accès au pétrole dans l'estuaire du Zaïre. En effet, à cause de la force du courant, on ne peut forer des puits pour atteindre le sous-sol dans l'estuaire du Zaïre, qu'à partir des eaux territoriales cabindaises.

L'importance politique du Cabinda résulte de sa position géographique (contrôle de l'embouchure du Zaïre) et de sa composition ethnique. Les Bakongo, qui sont répartis sur quatre territoires : Angola - Zaïre - Cabinda - Congo, sont majoritaires à Cabinda.

Les objectifs de Mobutu sont triples :

1) contrôler les ressources pétrolières de Cabinda;
2) faire sauter le verrou sur l'embouchure du fleuve;
3) empêcher la réunification des Bakongo qui compromettrait toute la stabilité du Zaïre, son accès à la mer et aux ressources d'Inga et menacerait la position des non-Bakongo à Kinshasa.

Les objectifs primordiaux de Holden Roberto sont la conquête du pouvoir en Angola, et en priorité, le contrôle des ports de Luanda et de Lobito et des importantes ressources minières qui sont situées en dehors des régions peuplées de Bakongo. La seule chance de Holden c'est d'avoir l'appui de Mobutu. Le Zaïre offre non seulement un appui militaire direct au FNLA, mais constitue la plaque tournante de toute son organisation militaire tant du point de vue de l'approvisionnement que de l'instruction des nouvelles recrues.

On peut dès lors supposer qu'un marché a été conclu entre Holden et Mobutu garantissant au premier un appui direct et indirect lui permettant de conquérir tout l'Angola et au second les ressources d'un Cabinda autonome ou absorbé par le Zaïre, la maîtrise de l'embouchure du fleuve, et l'utilisation de la voie SHABA-Lobito pour l'écoulement du cuivre.

Les gagnants d'un tel marché sont évidemment les deux présidents, Mobutu et Holden, qui s'assurent une domination sur la majorité de leur population, l'économie du Zaïre dans la mesure où elle obtient son indépendance pétrolière et une voie d'évacuation pour son cuivre, les Américains qui installent à peu de frais un autre Mobutu en Angola et en chassent l'influence socialiste portugaise et le MPLA soutenu par l'Union soviétique, les Bakongo de l'Angola qui voient le chef de leur parti accéder à la présidence, les Français qui peuvent placer leurs Mirages, leurs Panhard et leurs hélicoptères et dans une certaine mesure les Chinois qui font barrage à l'influence soviétique.

Les perdants sont le MPLA d'Agostinho Neto, authentique défenseur de l'indépendance nationale angolaise, les ethnies non bakongo d'Angola, les pays progressistes africains solidaires du MPLA, les Portugais de gauche et l'Union soviétique qui a soutenu le MPLA.

4. LA SITUATION FINANCIERE

Depuis septembre 1974, le Zaïre est frappé par une double crise financière, interne et externe.

La crise financière externe s'est manifestée par le ralentissement des paiements extérieurs fin 1974 et par leur interruption à partir de février 1975. Ils ont repris à partir d'avril, mais au compte-gouttes. C'est à cette occasion que le Ducroire belge a interrompu d'abord complètement, puis sélectivement ses garanties aux exportateurs belges.

L'origine de la crise est située d'une part dans la baisse des recettes extérieures dûe à la chute du prix du cuivre et des autres matières premières exportées par le Zaïre, d'autre part à l'accroissement du volume des paiements extérieurs (hausse du pétrole et des autres prix à l'importation, échéances accumulées de la dette extérieure, importations inconsidérées...).

L'interruption des paiements a entraîné celle des importations et celle-ci a provoqué à partir de mars 1975 le ralentissement de certaines activités économiques.

A la suite de l'intervention du Fonds Monétaire International, le Zaïre a pris, à partir d'avril, différentes mesures pour assainir sa situation financière. Il semble que ces mesures aient été jugées suffisantes par les experts du FMI et que le Zaïre est à nouveau en position de recevoir un soutien financier de la part des Etats-Unis, de la Belgique et d'autres pays occidentaux.

La crise financière interne est plus profonde et moins susceptible d'être résolue par une aide extérieure.

En 1974, les recettes fiscales ont diminué alors que les dépenses augmentaient en raison de l'inflation générale. Le projet du budget pour 1975 résume ainsi la situation : « Le rendement fiscal des activités intérieures pourrait être affecté par un flottement prolongé de ces activités, consécutivement aux mutations structurelles résultant de la mise en œuvre des décisions historiques du 30 novembre 1973. Par ailleurs, les dépenses publiques subiront des tensions très importantes dues au fait de l'inflation galopante et aussi de l'accroissement normal des besoins à charge de l'Etat eu égard à la croissance démographique, à l'expansion économique soutenue depuis plusieurs années et aux mutations culturelles et politi-

ques en cours tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ». En clair, ce texte veut dire que les acquéreurs zaïrois des entreprises commerciales, industrielles et agricoles étrangères ont cessé de payer leurs impôts sur les activités, tandis que celles-ci se ralentissaient.

Les dépenses par contre ont augmenté, non pas tant pour soutenir le développement économique, que pour financer les débours somptuaires (match Ali-Foreman, World Trade Center, monument gigantesque aux héros nationaux, Hôtel de Goma), de prestige (l'achat inconsidéré d'un D.C.10 et d'un Boeing 747), l'équipement militaire et l'inflation techno-bureaucratique à Kinshasa.

Il est probable que c'est entre autres motifs pour pallier la chute des recettes fiscales que le gouvernement du Zaïre est revenu en partie sur les mesures du 30 novembre 1973 et a finalement nationalisé toutes les entreprises d'une certaine importance.

D'autres mesures furent prises à partir d'avril 1975 ou sont annoncées pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements. Celle-ci ne pourra cependant pas se réaliser, tant que le prix du cuivre demeurera à son niveau actuel, sans une aide étrangère importante.

5. LA SITUATION ECONOMIQUE

Avant d'analyser la situation économique, il faut rappeler que le Zaïre ne fait pas exception à l'image classique du sous-développement du Tiers-Monde décolonisé. A l'extérieur : une exploitation impérialiste plus subtile, plus diversifiée, camouflée derrière le paravent des organismes internationaux et des coopérations bilatérales, mais plus efficace du point de vue du profit à court terme a remplacé des rapports économiques coloniaux et un système d'exploitation conçu pour la longue période. A l'intérieur : un petit groupe (quelques centaines) de très gros profiteurs sont en relation directe avec les milieux étrangers, mais sous la dépendance étroite du président qui répartit lui-même les postes et une partie des prébendes. Ce petit groupe exerce son influence sur presque toute l'économie du pays à partir de Kinshasa.

La capitale correspond à l'image que trace Gunder Franck des grandes métropoles d'Amérique latine : elle constitue un relais parfait entre les forces impérialistes nouvelles et la bourgeoisie nationale et un foyer d'exploitation maximale à l'égard de l'intérieur du pays. La classe paysanne, à l'exception de celle du Bas-Zaïre qui approvisionne Kinshasa, a vu sa situation se détériorer sans cesse. Elle réagit soit par l'immigration en ville où elle parasite, soit par le retour à une quasi économie de subsistance.

L'évolution économique du Zaïre offre cependant certains traits spécifiques qu'il ne faut pas négliger si on veut comprendre l'impasse dans laquelle le pays s'est engagé.

Le Zaïre a donné le spectacle dans les années qui ont suivi l'indépendance d'une ex-colonie à la recherche de sa métropole. La Belgique avait choisi dès le 11 juillet 1960 la sécession du Katanga et avait de ce fait abandonné le Zaïre. Le vide ainsi créé fut rempli d'abord par les Nations-Unies et leurs experts internationaux et ensuite peu à peu par d'autres puissances impérialistes : France, Italie et Etats-Unis d'abord; Japon et Allemagne ensuite. Ce pluralisme a eu pour conséquence que le Zaïre a été soumis, plus que d'autres pays décolonisés, aux aléas et à l'exploitation de ce

qu'on a pu appeler un « Lumpenimperialisme »; n'étant pas conseillé, contrôlé et « protégé » par une métropole, le Zaïre offrit un champ propice aux commerçants-aventuriers, aux investissements bidons, aux pseudo-experts et aux trafiquants de toutes sortes. Jusqu'à la dévaluation de 1967 l'écart entre les deux taux de change (officiel et parallèle) était également une puissante incitation aux fraudes de tout genre.

L'exploitation économique aventurière a pris depuis lors des formes plus systématiques, et peut-être plus lourdes de conséquences pour l'avenir du pays. On peut citer comme exemple de ces investissements négatifs qui pèseront à long terme sur la stabilité économique du pays : la construction d'un complexe sidérurgique à Maluku près de Kinshasa sur des collines alors qu'il existait une zone industrielle idéale à 25 km plus près de Kinshasa; la localisation d'une usine textile (SOTEXKI) à Kisangani sans approvisionnement local en matières premières; l'agrandissement du barrage d'Inga bien au-delà des possibilités de la consommation; la création d'une flotte aérienne de D.C.10 et d'un Boeing 747, l'installation d'une ligne à haute tension de plus de 2.000 km entre Inga et le Shaba etc... Aucun de ces investissements n'est rentable actuellement et certains ne le seront jamais. Réalisés en partie avec des capitaux étrangers garantis, mais pour la plus grande part avec des apports du Zaïre, ce genre d'investissement atteint sa finalité réelle avant même qu'il soit en état de produire. L'objectif est en effet non pas de produire, mais de fournir des débouchés aux entreprises étrangères de biens de production et aux services techniques étrangers. Accessoirement les contrats passés sont l'occasion de prébendes importantes pour les étrangers et les Zaïrois directement concernés. L'exemple le plus spectaculaire est offert par le commissaire aux transports Eketebi, qui a détourné pour près de 500 millions de F.B. à l'occasion de l'achat d'avions et de bateaux.

Une deuxième caractéristique de l'économie zaïroise est l'inflation de l'expertise, des bureaux d'études et des plans de développement. De 20 à 40 % des crédits internationaux attribués au Zaïre sont stérilisés au niveau de l'étude. Or celle-ci est presque exclusivement aux mains des étrangers qu'ils soient des experts internationaux ou des fonctionnaires des bureaux d'études privés. Ce phénomène, assez général dans les pays en développement, atteint au Zaïre un niveau record à cause de l'héritage de la bureaucratie internationale implantée par l'ONU et du pluralisme des influences impérialistes étrangères.

Les engagements et garanties qu'obtiennent les nouveaux « grands » investisseurs de la part des autorités zaïroises, relèvent du modèle d'exploitation coloniale qui suivit la période léopoldienne de « Raubwirtschaf » : monopole des facteurs de production, salaire réduit au minimum vital, aucunes charges sociales, protection des profits.

Il y a cependant une différence fondamentale entre les deux systèmes d'exploitation : du temps des grandes Compagnies, la plus-value était utilisée dans une perspective d'exploitation à long terme du pays qui pouvait en partie coïncider avec le développement de son infrastructure; actuellement le profit se fait principalement en amont de la production, lors de la vente des services d'experts et des biens de production. L'accumulation du capital et la

construction d'un appareil de production ne sont plus l'objectif premier de l'exploitation impérialiste. Dès lors, il n'y a pas de rationalité de longue période imposée au développement. Les choix des biens capitaux, des types de fabrication et des procédés, des localisations et des approvisionnements, des sources de capitaux financiers ne sont pas faits en fonction de la rentabilité de la production, mais du profit immédiat et exorbitant que les manipulateurs des décisions ont pu en retirer.

Il est évident qu'un tel système économique ne peut qu'aboutir au développement du sous-développement et porte en lui sa propre condamnation. La seule chose qu'on puisse souhaiter c'est son asphyxie la plus rapide possible avant que l'implantation de ces structures économiques distordues n'ait compromis pour très longtemps les chances de développement du Zaïre.

Parmi les prochaines conférences
du Cercle d'Education populaire :

— lundi 17 novembre :
Germaine Tillon : **10.000 ans pour boucler les femmes ?**

— lundi 1er décembre :
Marie-H. Lavallard : **Le matérialisme dialectique et les contradictions de notre temps.**

— lundi 15 décembre :
Gilles Perrault : **Ecrire l'histoire contemporaine.**

— lundi 12 janvier :
Tony Lainé : **L'enfant difficile et sa mère.**

— lundi 26 janvier :
Jules Brunin : **Les gosses face à la justice.**

Ces conférences ont lieu à la Maison des Huit Heures, 9 - 11, Place Fontainas, 1000 Bruxelles, à 20 heures.
Pous tous renseignements : CEP, rue des Deux-Eglises 128, 1040 Bruxelles. — Tél. (02)218.55.84.

PIERRE JOYE

Rosa Luxemburg, journaliste, polémiste, révolutionnaire

Une étude de Gilbert Badia

Un gros volume de plus de 900 pages et pourtant ce n'est pas trop car cette « biographie intellectuelle » est consacrée à un personnage célèbre mais très mal connu.

Pendant longtemps, Rosa Luxemburg fut surtout le symbole du courage, l'ardente révolutionnaire assassinée avec Karl Liebknecht par les corps francs de Noske qui ratissaient Berlin après l'insurrection spartakiste de janvier 1919. Tout au plus savait-on aussi qu'elle avait combattu le réformisme au sein de la social-démocratie allemande et qu'elle avait été emprisonnée pour avoir dénoncé la guerre impérialiste de 1914-18.

Or Rosa Luxemburg est une personnalité aux facettes multiples : brillante journaliste, oratrice passionnée, remarquable comme écrivain et comme épistolière, son activité politique incessante ne l'empêcha pas de cultiver de nombreuses amitiés et d'avoir une vie sentimentale assez mouvementée. Par ailleurs, sa pensée politique a donné lieu à des interprétations tellement contradictoires qu'il était indispensable de procéder à une étude minutieuse de son œuvre écrite et de son activité pratique pour en cerner les contours. Gilbert Badia a eu le mérite de retourner aux sources, de situer toujours œuvre et pratique dans un contexte historique mis en place avec rigueur. C'est pour cela qu'il a réussi une tâche difficile entre toutes : nous montrer Rosa Luxemburg telle qu'elle fut.

LA LUTTE CONTRE LE REFORMISME

Née en 1871 dans la Pologne russe, Rosa Luxemburg entra très jeune en contact avec des groupes clandestins du parti social-démocrate polonais. Menacée d'arrestation, elle se réfugie en Suisse. Un mariage blanc lui permettra d'acquérir la nationalité allemande et de s'installer en 1898 en Allemagne où elle déploiera désormais son activité au sein du parti social-démocrate allemand, le S.P.D., orgueil de la IIe Internationale.

C'est avec ardeur qu'elle se lance dans l'action. « *J'ai envie de lutter contre la routine, d'être pour le mouvement un aiguillon permanent* », écrit-elle (Lettre de 1899). Ses talents de polémiste et sa connaissance du marxisme lui permettront de combattre brillamment le révisionnisme de Bernstein et de gagner l'estime de Kautsky, qui passait alors pour le défenseur attitré de l'héritage de Marx et d'Engels.

Mais en 1910, elle rompt avec Kautsky. Elle comprend dès ce moment que le parti social-démocrate tout entier s'oriente dans une voie pleine de périls pour le mouvement ouvrier, qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre l'acceptation ouverte par les uns (Bernstein), tacite par les autres (Kautsky) de la société capitaliste. A partir de ce moment c'est contre la politique de la direction du S.P.D. qu'elle mènera, avec la « gauche » du parti, un combat qui se durcira après le déclenchement de la guerre 14-18 et conduira finalement Rosa et ses compagnons à créer la Ligue Spartakiste d'où naquit, à la charnière de 1918 et 1919, le parti communiste allemand, le K.P.D.

C'est à cette lutte pour la défense de l'esprit révolutionnaire du marxisme que R.L. consacra toutes ses forces jusqu'à son dernier souffle. Elle lui inspira certains de ses textes les plus connus, à commencer par *Réforme sociale ou révolution ?* (1899), réplique aux écrits de Bernstein. Et cette lutte, elle la mena également à l'échelle internationale, ce qui l'amena notamment à consacrer une série d'articles aux grèves générales belges de 1902 et de 1913 *(« L'Expérience belge »).*

Dans ses articles, ses brochures, ses discours, R.L. dénonce avec vigueur les illusions des dirigeants social-démocrates.

Depuis l'abolition, en 1890, de la loi d'exception contre les socialistes, le S.P.D. avait connu un essor foudroyant, ses succès électoraux étaient éclatants, le nombre de ses adhérents croissait sans cesse, et encore plus celui des affiliés aux syndicats.

Cette progression constante avait accrédité l'idée qu'une évolution inéluctable menait l'Allemagne au socialisme. Dans les milieux social-démocrates, il était devenu courant d'assimiler la transformation des régimes sociaux aux phénomènes naturels, le développement des sociétés à l'évolution des espèces. Même Kautsky, le gardien patenté de l' « orthodoxie » marxiste partage cette conception « biologique », étroitement déterministe. S'il continue à affirmer que le S.P.D. est un *« parti révolutionnaire »* c'est pour ajouter qu'il n'est pas pour autant *« un parti qui fait des révolutions »*. « Notre tâche, explique-t-il, n'est pas d'*organiser* la révolution, mais de nous organiser *pour* la révolution; elle n'est pas de faire la révolution, mais de l'utiliser. » Car, pour lui, la révolution n'exige pas une participation active du prolétariat; elle est le fruit d'une évolution, le résultat d'une nécessité objective, naturelle, au déroulement de laquelle le prolétariat n'a pas part.

Rosa Luxemburg combat cette conception platement évolutionniste, affirmant que la victoire du socialisme pourra seulement être remportée avec l'intervention active des masses, des prolétaires directement concernés qui auront acquis une conscience claire des objectifs à atteindre. Sans cela, la retombée dans la barbarie n'est pas impossible. Et parce qu'elle voit l'immensité de l'enjeu, elle se bat avec ardeur pour faire entendre ses idées.

Dans ce combat, la fidélité à Marx ne se mue jamais en un respect sacro-saint de la *lettre* du marxisme. Pour elle, le marxisme n'est pas un dogme figé. *« C'est une conception du monde qui a grandi au cours d'une lutte d'idées libre et ouverte et qui ne saurait éviter de s'encroûter que grâce à cette confrontation. »*

Ce combat l'amène, dès ses premiers pas dans le domaine politique, à aller politiquement à contre-courant. En même temps qu'il lui permet de donner la mesure de ses capacités, de montrer son talent et sa lucidité, il fait aussi apparaître certaines tendances aux simplifications excessives que nous constaterons chez elle dans d'autres domaines.

Un exemple. A ceux qui, comme Bernstein, pensent que la démocratie bourgeoise est la forme historique de la réalisation progressive du socialisme, R.L. reproche avec raison d'opérer avec *« une démocratie imaginaire, abstraite, au-dessus des classes »*. Mais, en même temps, sa passion polémique l'emporte trop loin. S'opposant au pragmatisme mécaniste de Bernstein, elle tombe elle-même dans une explication mécaniste lorsqu'elle affirme que les réformes sociales et démocratiques, loin d'ajourer le mur qui sépare le capitalisme du socialisme, ne font que *« le rendre*

plus solide et plus haut ». Affirmation contestable qu'elle-même avait réfutée en écrivant dans l'avant-propos du même article, qu'il existe « *un lien indissoluble entre la réforme sociale et la révolution sociale* », étant bien entendu que « *la réforme sociale constitue le MOYEN, mais la révolution sociale, le BUT* ». (« Sozialreform und Sozialdemokratie », 2 mars 1902).

ROSA ET LA REVOLUTION RUSSE

Alors que R.L. avait constamment combattu l'orientation droitière de la social-démocratie allemande, un curieux retournement se produisit à propos de son œuvre après sa mort. L'accent fut mis sur ses polémiques avec Lénine. Ce furent ceux-là mêmes dont elle dénonçait l'attitude de son vivant et auxquels elle opposait l'exemple des révolutionnaires russes qui éditèrent, pour s'en servir comme d'une arme contre le K.P.D., un manuscrit inachevé de Rosa sur la *Révolution russe* qui fut publié en 1922 par une maison d'édition de la social-démocratie allemande. Alors qu'il s'agissait d'*abord* d'une approbation et d'un hommage aux bolchéviks, les critiques y étant formulées « de l'intérieur », d'une révolutionnaire à des révolutionnaires avec lesquels elle était d'accord sur l'essentiel : la révolution, l'abolition du capitalisme.

Faire de ses conflits — ou de ses accords — avec Lénine le pivot de la biographie de Rosa ou l'un des axes de sa pensée politique est une erreur historique. Entre Rosa et Lénine il y eut tantôt accord, tantôt conflit. Accord sur une conception générale, car ils appartiennent tous deux à ce qu'on peut appeler l'aile gauche de la IIe Internationale. Et parfois conflit sur des points particuliers, mais importants (la conception du parti, la question nationale, la question paysanne). De toute façon, pour R.L., le débat principal se situait avec les conceptions de Kautsky et de la direction du parti social-démocrate allemand. Ses divergences avec Lénine restaient marginales et elles n'empêchèrent du reste jamais celui-ci de considérer Rosa comme une révolutionnaire de valeur exceptionnelle, « un aigle », comme il l'écrit en 1922, en insistant pour que ses œuvres *complètes* soient publiées sans tarder.

Par la suite, on s'est de plus en plus efforcé d'utiliser Rosa comme bélier pour ébranler les conceptions et pratiques léninistes. L'apparition du stalinisme facilita l'équivoque car, à cet égard, les mises en garde de R.L. montrant la dégradation des mœurs politiques qu'entraîne l'absence de véritable démocratie sont, a posteriori, signifiantes, voire prophétiques.

En U.R.S.S., Rosa Luxemburg fut combattue ou ignorée pendant plus de vingt ans après que Staline l'eût qualifiée de sémi-menchévik en 1931. D'une façon générale, sa pensée fut longtemps mal connue car partisans et adversaires s'ingéniaient à mettre en lumière un seul aspect de ce qui, chez elle, était totalité dialectique. Dans les partis communistes, l'habitude voulait qu'on insiste sur ses erreurs, vraies ou présumées, les non-communistes s'appliquant de leur côté à montrer qu'elle eut raison contre Lénine.

Depuis une dizaine d'années, la pensée de R.L. suscite un intérêt croissant. L'édition ou la réédition de ses œuvres s'accompagne de la publication de commentaires abondants mais souvent divergents. Alors qu'en U.R.S.S. comme en R.D.A., on met l'accent sur ses convergences avec Lénine, en Europe occidentale on met le plus souvent en relief tout ce qui est censé la séparer de Lénine, les aspects humanistes, démocratiques, libertaires de son socialisme. Le mérite de Gilbert Badia est précisément d'éviter de telles simplifications.

LES DIVERGENCES AVEC LENINE

Dès 1904, R.L. polémique avec Lénine sur la fonction des masses et le rôle des dirigeants. A ces problèmes se rattachent ceux de la spontanéité et de l'organisation, de la liberté et de la dictature qui occupent une place importante dans sa pensée.

Cette polémique porte moins sur le rôle attribué aux masses dans l'histoire que sur les vertus que R.L. leur prête en bloc, sans faire de différence entre les éléments qui les composent et dont le degré de conscience, les connaissances, la combativité varient. C'est ici, estime Lénine, que doit intervenir le parti. Celui-ci doit *organiser les masses*, les préparer certes à l'action révolutionnaire, mais aussi guider leur lutte. Pour Lénine, une révolution ne saurait être victorieuse sans parti organisé.

Se basant sur la formule des Statuts de la Première Internationale (« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »), R.L. estime que la conscience de classe naît de la lutte de classe elle-même et que la tâche de l'avant-garde, du parti, est avant tout d'*expliquer* à la classe toute entière les raisons profondes et les objectifs de la lutte. Elle s'oppose à la formule de parti centralisé préconisée par Lénine car la tactique doit être déterminée *« par le mouvement tout entier »*.

En réalité, ce que R.L. conteste, ce sont les formulations de *« Que faire ? »* dont Lénine lui-même atténua par la suite la portée et qu'elle néglige de placer dans leur contexte : une phase déterminée du développement du parti bolchévik dans un pays autocratique. Théorisant son expérience au sein de la social-démocratie allemande qu'elle considère à ce moment comme un « modèle », elle rejette les conceptions léninistes parce qu'elles ne sont pas conformes aux normes du S.P.D.

La divergence porte toutefois moins sur les *formes* de l'organisation que sur le *rôle* du parti. Tandis que Lénine voit un danger grave dans le fait que le parti puisse *« se dissoudre dans la masse, cesser d'être l'avant-garde consciente de la classe ouvrière »*. Rosa est portée à estimer qu'il suffira d'*éclairer* les masses pour qu'elles deviennent révolutionnaires.

Sur ce point, comme sur tant d'autres, il faut toutefois dater ses prises de position car sa pensée se modifie souvent au fil des années. En 1903, elle fait grief à Turati et à Jaurès de vouloir *« supprimer le Comité central »*, ce qui aboutirait à *« dissoudre la masse du parti organisé avec rigueur »* et à *« effacer les limites entre le noyau prolétarien conscient des objectifs à atteindre et la masse populaire inorganisée. »* Car, à ce moment, le S.P.D., et sa discipline stricte lui servent de modèle. En 1913, les défauts de la social-démocratie allemande s'étant manifestés, elle critiquera sans ménagements les « instances ». Plus s'aggravent ses déboires avec les dirigeants du S.P.D., plus s'accroît sa méfiance envers l'organisation dont la social-démocratie faisait une fin en soi. Mais par la suite, au cours des combats de l'hiver 1918-19, les événements l'amenèrent à modifier à nouveau ses conceptions, à souligner la nécessité d'une organisation disciplinée, d'un parti capable de guider l'action. Quelques jours avant sa mort, (3 janvier 1919) elle déclarera qu' *« il s'agit désormais de substituer le systématique au spontané »*.

LA QUESTION NATIONALE

Rosa Luxemburg s'oppose aussi à Lénine à propos de la *question nationale*. Elle lui reproche de reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce qui n'est, d'après elle, qu'une *« phrase creuse »* dans la société bourgeoise. Et après la Révolution d'Octobre, elle fera grief aux bolchéviks de s'être accommodés de la séparation de la Finlande, de la Pologne, etc., au lieu de *« défendre avec bec et ongles l'intégrité de l'empire russe en tant que territoire de la révolution »*.

Car si R.L. a vu l'importance du problème national, elle n'en a pas vu la solution. A tous les nationalismes, elle oppose la lutte commune du prolétariat mondial. Son analyse des forces en présence la ramène à un modèle simplifiant dans lequel le triomphe inéluctable du prolétariat résout, dans l'embrasement de la révolution, tous les problèmes que se pose l'humanité.

Emportée par sa lutte contre le chauvinisme du parti socialiste polonais, R.L. en arrive à conclure un peu vite qu'il n'existe plus d'aspirations

nationales dans la classe ouvrière, que l'Etat national, la nation, est dès maintenant dépassé du fait de l'impérialisme et qu'en système socialiste, il n'y aura plus d'Etats nationaux.

Le moins qu'on puisse dire est que rien n'a confirmé cette tendance. S'il est une réalité que toute l'histoire contemporaine a bien mise en lumière, c'est la profondeur de l'enracinement des idées et des comportements nationaux.

Ajoutons, bien que la controverse n'ait plus qu'un intérêt rétrospectif, que R.L. s'opposa également à Lénine à propos de la *question paysanne*. Reprochant aux bolchéviks d'avoir donné la terre aux paysans dès novembre 1918, elle estimait qu'en voulant parer au plus pressé, ils avaient accumulé des difficultés insurmontables devant une transformation de l'agriculture dans un sens socialiste. Querelle assez vaine si on songe que, dans la plupart des cas, cette terre qu'on leur « donnait », les paysans s'en étaient déjà emparés.

LE COLONIALISME

Dans son seul ouvrage théorique original, *L'accumulation du capital*, R.L. aborde un problème économique important : comment la reproduction élargie s'opère-t-elle en régime capitaliste ? Partant des schémas de Marx, elle estime que ceux-ci ne sont pas satisfaisants car ils semblent indiquer que le développement du capitalisme peut se poursuivre indéfiniment sur la base du marché intérieur. D'après R.L., ce serait impossible. Seule la conquête de nouveaux marchés a permis au capitalisme de se développer en imposant son système, de proche en proche, à des zones non-capitalistes. Mais le moment approche où le marché mondial sera complètement constitué, où le capitalisme ne pourra plus résoudre le problème de ses débouchés et ne pourra donc que végéter en attendant que *« le prolétariat socialiste, son héritier, ait atteint le degré de maturité nécessaire pour pouvoir revendiquer son héritage »*.

En l'occurrence, l'hypothèse de base de R.L. est erronnée. Si le problème se posait comme elle le croit, on voit mal comment le système capitaliste aurait pu survivre, d'autant plus que son aire d'activité s'est rétrécie avec la création d'Etats socialistes qu'il ne peut soumettre à sa domination.

En soulevant le problème, R.L. n'en a pas moins eu le mérite d'attirer l'attention sur le rôle du *colonialisme* dans le système économique du capitalisme contemporain. Alors que la plupart des théoriciens de la IIe Internationale se bornent à *constater* le phénomène, elle en souligne la nécessité, elle montre que la conquête par les Etats capitalistes de territoires à économie non-capitaliste marque le passage à une *nouvelle phase du capitalisme*. Mais elle s'arrête là. Contrairement à Lénine qui, étudiant le même phénomène impérialiste, constate que celui-ci accentue l'inégalité économique entre les nations et voit le rôle que les pays opprimés (colonies et semi-colonies) luttant pour leur libération sont appelés à jouer dans le contexte mondial.

UNE VISION EN NOIR ET BLANC

C'est un des traits qui caractérisent la personnalité de Rosa. Elle a des intuitions fulgurantes, elle débusque des thèmes, des questions non encore traitées et pourtant capitales. Mais elle se contente la plupart du temps de soulever un problème sans vérifier dans le détail comment se comporte dans les faits la solution qu'elle propose. Alors qu'elle affirme que l'essentiel du marxisme est sa méthode, elle n'entreprend pas — comme Marx, comme Lénine — de dégager de l'étude patiente d'une réalité toujours mouvante, toujours nouvelle, une théorie qui puisse rendre compte de ces changements. On est frappé, en lisant son œuvre, de la rareté voire de l'absence d'analyses sociologiques.

Paradoxe apparent. Alors que R.L. reproche à ses adversaires opportunistes de s'en tenir à la réalité immédiate et de négliger la théorie, de ne pas appliquer la méthode dialectique, elle n'a pas pour sa part élaboré

de tactique générale à partir de l'étude minutieuse des *aspects nouveaux* de la société, des changements dans le rapport des forces, du développement économique. Contrairement à Lénine dont on a pu dire, tant il était attentif aux moindres changements dans les rapports des forces politiques et sociales en présence qu'il « entendait l'herbe pousser », R.L. n'analyse pas avec minutie les rapports entre les divers groupes, les différentes couches de la population, les transformations qui se produisent de son vivant.

Ainsi s'explique que cette révolutionnaire qui a consacré toute sa vie à l'analyse de la révolution n'ait jamais étudié les *conditions concrètes* du passage du capitalisme au socialisme.

Rosa Luxemburg est l'écrivain aux grandes vues panoramiques. Elle va plus souvent de la théorie à la théorie qu'elle ne construit une théorie à partir de l'observation de la réalité. Elle ne part pas des faits pour aboutir à des principes généraux, mais de principes qu'elle s'efforce de concrétiser.

Bien que R.L. emploie fréquemment le mot : dialectique, ce terme signifie le plus souvent chez elle qu'il ne faut pas considérer un fait isolément mais le rapporter à l'ensemble d'une situation appréhendée dans sa totalité. Il ne jalonne pas le chemin qui mène de l'étude de la réalité concrète à la théorie et de la théorie à la pratique. C'est la source de son « mécanisme », de sa tendance à la schématisation.

Car R.L. conçoit les contradictions du système capitaliste comme des contradictions rigides, voire immuables. Elle propose une vision simplifiée, en noir et blanc, de la société capitaliste. Pour elle, le monde est divisé en deux camps irréductibles, le prolétariat et la bourgeoisie. Dans ses schémas, les autres couches sociales ont à peu près disparu.

Le problème des *alliances* ne se pose pas. Le prolétariat n'a pas besoin d'alliés et ne saurait en avoir. Hormis le parti social-démocrate, tous les autres partis ne constituent qu' *« une seule masse réactionnaire »*. Dès lors, toute l'alliance avec les éléments progressistes de la bourgeoisie n'est qu'illusion. Pis ! Dès lors qu'il conclut une alliance avec un parti bourgeois, le parti ouvrier sème la confusion car il estompe les différences de classe, se conduit comme *un parti de même nature* que son partenaire et perd son caractère de parti prolétarien. Si R.L. ne rejette pas expressément *tous* les compromis, aucun n'a jamais trouvé grâce à ses yeux. C'est le tout ou rien.

La bourgeoisie n'est pas plus différenciée. R.L. étudie les cartels, mais elle n'examine pas si les intérêts de certaines couches de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie ne peuvent s'opposer à ceux des cartels. Quand elle décrit la Belgique d'avant 14-18, elle se refuse à faire la moindre distinction entre libéraux et cléricaux.

LE « LUXEMBURGISME »

Le regain d'intérêt qui se manifeste depuis quelques années pour Rosa Luxemburg n'est pas dépourvu d'ambiguïté. Des familles de pensée politique différentes, hostiles souvent, invoquent à l'envi sa caution. Mais le débat se nourrit trop souvent de citations extraites de leur contexte et parfois détournées de leur sens. Or même quand ils ont une portée générale, les écrits de R.L. ne sont pas séparables des circonstances qui les ont fait naître.

Ne pas dater les formulations de R.L. conduit souvent à des contresens. Or c'est ce que font ceux qui cherchent dans son œuvre une « solution de rechange », à l'opposé de celle que Lénine a mise en pratique, se souciant moins de ce que R.L. a pensé et voulu que des arguments qu'ils pensent trouver dans ses écrits à l'appui de leur thèse.

Une lecture partielle — et souvent partiale — de l'œuvre de R.L. explique pour une bonne part qu'on ait pu parler de « luxemburgisme », lequel n'est le plus souvent que le regroupement passablement arbitraire

d'un certain nombre d'aspects de la pensée de R.L., choisis parce qu'ils diffèrent des solutions apportées par Lénine et ses successeurs aux problèmes considérés. Le « luxemburgisme » serait, en ce sens, ce qui est « non bolchévik » dans le discours politique de Rosa.

Cela a conduit à des aberrations, comme celle de vouloir opposer Rosa à Lénine sur le problème de la démocratie en la présentant comme l'apôtre de la liberté, voire comme une libertaire. En oubliant sereinement qu'il lui arriva de se montrer beaucoup plus « autoritaire » que Lénine, notamment en proposant d'*imposer par la force* les solutions qu'elle estimait répondre aux intérêts du socialisme dans la question nationale et dans la question paysanne : refus de laisser la Finlande et la Pologne se séparer de l'empire russe, refus de donner la terre aux paysans.

La gloire renaissante de R.L. tient sans doute pour une part à ce qui est le côté le plus faible de son analyse politique, la tendance à la schématisation. Gilbert Badia le souligne. Précisément parce qu'elle a construit un monde simplifié — d'une part la bourgeoisie, de l'autre le prolétariat, d'un côté le capitalisme, de l'autre le socialisme — une partie de la jeunesse, dans son impatience, peut aujourd'hui être séduite par ce schéma explicatif. Cette conception du monde, si on n'y regarde pas de plus près, permet de nier, d'effacer la plate mais dure réalité quotidienne, d'oublier le long et patient combat du mouvement ouvrier — auquel Rosa Luxemburg elle-même a participé sa vie durant — pour ne retenir que l'explosion, la Révolution : solution-miracle à toutes les difficultés, réalisée un beau jour par la seule volonté d'un groupe relativement restreint de combattants pleins de courage. Jamais Rosa Luxemburg n'a présenté de la sorte la lutte pour le socialisme. Mais force est de constater que certaines de ses formulations — surtout isolées du contexte historique général — semblent aller dans ce sens.

Si le renom actuel de Rosa Luxemburg repose en partie sur des équivoques, c'est un motif de plus de la lire — non seulement pour la situer dans l'histoire mais aussi pour comprendre qu'elle reste un héros de notre temps.

Gilbert Badia le montre fort bien dans cette belle étude. Au-delà de la militante et de la théoricienne qui a su, dans les problèmes posés à sa génération, discerner les plus importants, ceux qui continuent à retenir l'attention un demi-siècle après sa mort, apparaît la silhouette d'une personnalité unique qui propose, par son exemple, un type de révolutionnaire sans étroitesse, rêvant d'un avenir plus humain pour les hommes.

Gilbert Badia : « Rosa Luxemburg, journaliste, polémiste, révolutionnaire ». Editions Sociales, Paris. Un volume de 932 pages. 130 francs français.

Hebdo 75

Vraiment hebdomadaire
depuis le 22 octobre

Abonnements : 1.400 F par an (1.200 F pour les moins de 25 ans) en une ou deux tranches au compte 068-054210-13 (Crédit Communal) d'Hebdo 75.

EN DIAGONALE

« Comment ne nous a-t-on pas dit cela plus tôt ? »

Le Centre de formation à la responsabilité politique (1) a passé le cap de l'expérimentation. Il en est à sa quatrième année, et le succès engrangé se confirme à chaque cycle. Nous pensons que ce succès est très significatif.

Tout a commencé à Bruxelles en 1972.

AMBITIEUX, MAIS REALISTE

Un petit groupe pluraliste de femmes mettait sur pieds une série de 40 séances hebdomadaires de « formation à la responsabilité politique », dont les thèmes étaient, pour l'essentiel : institutions belges et européennes, mass media, groupes de pression, problèmes monétaires, partis, syndicats, ainsi que des problèmes dits féminins comme l'avortement, les crèches, l'emploi féminin.

C'était fort ambitieux, mais nullement irréaliste puisque plus de 50 participantes ont suivi avec assiduité le cycle, consacrant quasi chaque jeudi soir — d'octobre à juin — à écouter, interroger, débattre de problèmes sur lesquels elles ressentaient le besoin de s'informer.

On recommença donc l'année suivante — avec des effectifs équivalents. L'OTAN et le Pacte de Varsovie, le Chili et la crise pétrolière, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire en Belgique, la province, la fusion des communes, la défense des quartiers, le pacte scolaire, la presse, les sondages d'opinion furent quelques-uns des thèmes traités. Traités par des spécialistes choisis dans les différents courants d'opinion, au cours d'un exposé toujours suivi de débat. Parallèlement aux séances du jeudi soir, le cycle d'initiation à l'économie, organisé le lundi soir, était en 1973-74, spécialement destiné aux « anciennes ». On y aborda entre autres le fonctionnement des sociétés anonymes, le rôle des banques, la fonction de la commission des prix, les mécanismes d'investissement, ainsi que des problèmes de politique sociale — conventions collectives, autogestion, sécurité sociale, politique de santé, enseignement rénové, etc.

Une enquête menée au terme de ces deux premières années établit que le plus grand nombre des participantes étaient âgées de 35 à 50 ans (55 sur 87 réponses), que la plupart étaient mères de famille parfois nombreuse, que s'y cotoyaient ménagères, employées et travailleuses sociales.

L'année dernière, le Centre enregistrait 60 inscriptions, et 25 « élèves » témoignèrent d'une assiduité rigoureuse. Ici encore, les effectifs étaient répartis entre ménagères et professions souvent à caractère social, les moins de 35 ans étaient minorité. Cette fois, un thème fut choisi par mois : l'argent et nous, l'argent et le pouvoir, le budget de l'Etat, marxisme et capitalisme, historique des partis politiques, le fascisme, etc.

Pour l'année 1975-76 enfin, les cours sont centrés sur la ville dans la perspective des élections communales. Le premier trimestre a prévu onze réunions et débats sur l'extension des villes en pays industrialisés, le marché de l'immobilier, les collusions politico-immobilières, le plan de secteur, la médecine de quartier, la femme immigrée. Un week-end d'initiation à l'animation par la vidéo aura lieu les 15 et 16 novembre.

---

(1) C.F.R.P., mouvement d'éducation permanente pour les femmes. Renseignements : 14, avenue de Witthem, 1150 Bruxelles.

PRIORITES RENVERSEES

Au-delà de ces données brutes, voici comment *Liliane Cludts,* une des animatrices du Centre, a répondu (à titre personnel) à nos questions sur l'objectif, les résultats et les perspectives de cette entreprise d'éducation permanente « au féminin ».

— L'objectif était ambigu au départ, dans la mesure où nous nous référions à un féminisme mal défini. Nous voulions contribuer à la formation politique des femmes, surtout pour les mettre en mesure de siéger nombreuses dans les conseils communaux, et leur appartenance à un parti nous apparaissait alors très accessoire. Aujourd'hui, à mon sens, c'est le conseil communal qui est devenu secondaire et l'activité politique prioritaire. Conçue au sens large, cette activité doit consister surtout en un contrôle et une contestation du pouvoir à tous les niveaux. Partis et syndicats m'apparaissent dès lors comme des terrains que les femmes doivent occuper, comme les hommes — mais de manière critique, sans accepter de diktats et de bureaucratie.

Les résultats sont difficilement mesurables. Certes, cinq amies qui ont suivi trois cycles de formation, sont devenues à leur tour des militantes de l'éducation permanente. Mais en plus de cela il y a des éléments d'ordre qualitatif. Les cours ouvrent des horizons, font réfléchir, donnent envie d'en savoir plus. « Comment ne nous a-t-on pas dit tout cela plus tôt ? », est une question posée, an après an, par les participantes. Cette question remet en cause la manière dont est dispensé l'enseignement et dont les mass-media pratiquent l'information. D'avoir été mis directement en contact avec des porte-parole de tous les partis a aussi révélé à beaucoup le pouvoir déformant et mystificateur de la propagande. C'est dire que pas mal d'idées reçues ont été bousculées. Soit dit en passant, j'ai été frappée pour ma part de la méfiance que suscitent chez des femmes non politisées les certitudes très appuyées de certains politiques : leurs discours ne passe pas...

Est-ce que nous progressons ? Oui, mais avec difficultés car la progression dans le pluralisme implique un constant souci d'équilibre. L'essaimage, commencé l'an dernier déjà, a permis l'ouverture de cycles à Genval, et Verviers, notamment. Ce sont autant de nouveaux problèmes, mais aussi de nouvelles semences...

Ce qui m'apparaît évident, en tout état de cause, c'est que notre initiative répondait et répond encore à un besoin : il y a dans la masse des femmes « silencieuses » non seulement de grandes aspirations culturelles, mais aussi d'immenses potentialités d'intérêt politique. Quelques-unes en ont pris conscience et se sont lancées dans l'action, que ce soit au niveau d'un syndicat, d'un comité de quartier, d'un centre de planning familial ou d'un parti politique. Il faut continuer et amplifier l'effort. Et les choses étant ce qu'elles sont — c'est-à-dire le retard « civique » des femmes étant considérable — j'estime qu'il faut que nos cours soient jusqu'à nouvel ordre exclusivement réservés aux femmes. C'est dans le moment présent le seul moyen d'apprendre aux femmes à parler, à discuter, à s'affirmer.

UN VIDE A COMBLER

Lucie Lauwers, autre animatrice du C.F.R.P., nous a dit à propos de la naissance d'un groupe à Genval :

— Si nous avons choisi d'essaimer à Genval, c'est pour plusieurs raisons. On a d'autant plus de chances d'intéresser les femmes qu'on traite de questions qui les touchent plus directement. Le Centre de Bruxelles devait choisir des sujets nationaux ou... bruxellois. Bien des problèmes wallons, brabant-wallons ou même de Rixensart, Genval, La Hulpe... ne pouvaient être soulevés que dans la région. Genval ne connaissant aucune animation politique, c'était l'occasion d'essayer de secouer les gens de leur torpeur. Enfin, l'Administration communale mettait une salle à notre disposition.

Les besoins qui se manifestent à Genval existent certainement ailleurs. On dénombre dans la région une multitude de groupes féminins s'adonnant par exemple au crochet ou à la confection de bouquets. C'est respectable mais cela laisse un vaste espace à d'autres initiatives, dignes elles aussi de subsides des pouvoirs publics.

Comme à Bruxelles, les femmes inscrites au Centre de formation se recrutent parmi la classe moyenne, ménagères et femmes exerçant une profession. Nous ne comptons pas d'ouvrières, et ce problème devra être sérieusement examiné, notamment sous l'angle d'horaires mieux adaptés au travail des ouvrières de la région. (Dans les usines, à l'heure de la pause de midi ?...)

Vingt-huit séances ont été suivies régulièrement à raison de deux soirées par mois. La moyenne des « fidèles » est de 25 et l'intérêt aussi soutenu que dans la capitale. C'est pourquoi, à mon avis, il faut diversifier et multiplier l'effort. A titre d'expérience deux cycles, vont être organisés pendant la journée en plus du cycle du soir. Un « cours » politique de deux heures par semaine pendant six semaines consécutives, Un « cours » d'initiation à la compréhension et à l'écoute de la musique de deux heures, une fois par semaine, pendant six semaines consécutives. Cette dernière initiative, qui ne débutera qu'en janvier 76, a déjà rencontré un grand succès.

La preuve est faite qu'il y a un vide à combler. A combler patiemment...

Propos recueillis par Rosine Lewin.

Presse ouvrière et rassemblement des progressistes

A l'occasion de la fête de la presse communiste qui s'est déroulée le 13 septembre à Wieze, *Le Drapeau Rouge* avait invité les rédactions des quotidiens ouvriers francophones à se faire représenter à un débat sur le thème « Presse ouvrière et rassemblement des progressistes ».

Cette initiative — sans précédent dans les annales de la presse belge — a été favorablement accueillie par les journaux contactés.

L'hebdomadaire communiste *De Rode Vaan* avait organisé, de son côté, une « table ronde » des journalistes de la presse néerlandophone quotidienne et hebdomadaire.

Le débat public des journaux ouvriers francophones a duré une heure et demie. Il serait fastidieux d'en rendre compte intégralement. Nous nous limiterons donc à une tentative de synthèse des arguments développés.

Ont participé à ce débat, comme porte-parole de leur quotidien : Joseph Coppé pour *La Wallonie*, Luc Delval pour *Le Journal - Indépendance*, Robert Falony pour *Le Peuple*, Joseph Schoonbroodt pour *La Cité* et Susa Nudelhole pour *Le Drapeau Rouge*. Sont intervenus à titre personnel : Willy Estersohn, Maurice Frenay, Gérard Lutte, José-Manuel Nobre-Correia et Jean-Louis Tillemans.

Le débat était présidé par Henri Laurent, journaliste au *Drapeau Rouge*.

PRESSE D'ORGANISATIONS

La presse quotidienne de gauche est constituée d'organes de partis et d'organisations socio-économiques. Il n'appartient pas aux journalistes de fabriquer les positions de ces organisations, de définir leur stratégie et le fond de leur doctrine.

Au niveau des organisations politiques et syndicales (PSB, PCB, MOC, FGTB) auxquelles sont liés les journaux ouvriers, il existe une certaine parenté sur les objectifs à long terme mais les méthodes d'approche des problèmes immédiats sont souvent différentes.

Cependant, a-t-on fait remarquer, il y a une « spontanéité ouvrière » qui ne peut pas être contrainte par les « appareils ». La crise actuelle pourrait faciliter l'expression de cette spontanéité, rapprocher les points de vue des porte-parole des organisations et transformer les « stratégies de concurrence » en « stratégies de coopération ». Malheureusement, le fait que les journalistes des quotidiens ouvriers appartiennent à des organisations différentes les pousse trop souvent à chercher « le défaut de la cuirasse » des uns et des autres et à entretenir des polémiques mesquines.

Mais qui dit pluralisme, dit divergences. Sans doute, certains journaux les soulignent-ils à plaisir. Néanmoins, il ne faut pas toujours en accuser les journalistes.

Dans l'hypothèse où le rassemblement des progressistes serait réalisé, un certain nombre d'organisations, de groupes, d'individus, s'étant mis d'accord pour mettre leurs forces en commun en vue d'atteindre un certain nombre d'objectifs plus ou moins limités qui tendraient à transformer la société dans un sens socialiste, les organisations politiques et syndicales pourraient mettre délibérément l'accent sur leurs convergences.

DEVELOPPER LE DEBAT POLITIQUE

Cependant, les polémiques ne devraient pas porter sur l'accessoire, sur les péripéties mais sur le fond. Il faut proscrire les querelles mesquines et développer le débat politique.

La gravité de la crise économique et sociale appelle la mise en œuvre d'une autre pratique politique. Seulement, il ne suffit pas d'élaborer de beaux programmes, il faut lutter pour qu'il y ait une majorité pour les réaliser — c'est tout le problème du rassemblement des progressistes — mais aussi pour que ces programmes deviennent crédibles, pour que les masses se mettent en mouvement et les portent à l'ordre du jour. Dès lors, il s'agit de combattre immédiatement et concrètement toute tentative qui consisterait à faire payer les frais de la crise par les travailleurs. Dans cette optique, les journaux ouvriers ont un rôle de premier plan à jouer.

Le fait que les quotidiens de gauche ne bénéficient pas de la large audience de la presse commerciale et seront toujours marginaux du point de vue de l'attractivité publicitaire et de la rentabilité économique, ne doit pas faire perdre de vue l'impact particulier qu'ils produisent dans la mesure où ils s'adressent à des militants, c'est-à-dire à des agents du changement social.

UN PRODUIT CULTUREL

Parce qu'il participe de façon fondamentale à l'éducation permanente, le quotidien d'opinion devrait être considéré par les pouvoirs publics comme un produit culturel apparenté à l'enseignement et non comme un produit commercial, un simple support publicitaire.

Les problèmes de la viabilité de la presse quotidienne doivent être traités comme tels et, sur ce plan-là, les hommes politiques de gauche doivent développer un autre type de comportement, imposer un autre type de responsabilité des pouvoirs publics par rapport à une politique générale de l'information. Les problèmes financiers de la presse qu'on mettait, il y a deux ans à peine, sur le compte de la mauvaise gestion, se posent maintenant aux plus grandes entreprises et sont de plus en plus souvent perçus comme des problèmes de structures.

La « crise de la presse » est un moment remarquable pour la presse économiquement marginale parce que cette crise montre les faiblesses structurelles du financement de la presse écrite.

Il y a minorisation de la presse quotidienne, mais il y a aussi minorisation des grands journaux dans leur propre entreprise d'impression. La presse bourgeoise, aussi puissante qu'elle puisse paraître, amorce un certain déclin.

REMEDIER AUX FAIBLESSES

Mais peut-on dire des cinq journaux ouvriers francophones qu'ils sont la presse ouvrière ? D'aucuns estiment qu'il s'agit d'une presse d'organisations et non d'une presse de classe et qu'il importe de passer d'un type de structures à un autre. Et d'ajouter que les causes des faiblesses propres à la presse de gauche tiennent, en partie du moins, au fait qu'elle manifeste plus de sens critique envers l'adversaire commun qu'envers ses propres défauts.

Face à la presse de droite, la presse de gauche ne devrait-elle pas « se rassembler » ? Dans cette optique, les accords techniques, commerciaux, rédactionnels — au niveau de la collecte des informations, de la production, de la distribution... — entre journaux de gauche ne sont-ils pas possibles et souhaitables ?

La scission intervenue au sein de l'équipe d'*Europe 74 Hebdo*, en dépit de l'absence d'« obstacles historiques », illustre cependant les difficultés d'une entreprise unitaire.

D'autre part, la « fusion » entre *Le Peuple* et *Le Journal - Indépendance* démontrerait que dans ce genre d'opération on n'additionnerait que les contraintes négatives, les raisons de se taire et non les possibilités de se déployer.

La volonté de faire prévaloir les thèses de telle organisation par rapport à telle autre prend, par ailleurs, trop souvent le pas sur celle d'assumer le rôle propre de la presse ouvrière, à savoir développer les raisons de lutter.

De toute façon, les accords entre journaux ne sont pas de la compétence des rédactions mais sont du ressort des organisations qui contrôlent les journaux. La marge d'intervention des journalistes est, à cet égard, très réduite.

AU DELA DES « TARTES A LA CREME »

Ce qu'il faut voir, c'est comment les journaux ouvriers, tout en étant ce qu'ils sont, peuvent contribuer à faire progresser l'orientation vers un rassemblement des progressistes qu'il s'agit de concrétiser pour qu'il soit autre chose qu'une formule vague, voire une « tarte à la crème ». Une première façon d'y contribuer consisterait à débattre de problèmes de fond, de problèmes politiques majeurs.

D'autre part, dans la relation des luttes en cours, il faudrait mettre l'accent sur celles qui contribuent à faire mûrir des solutions de progrès et mettre en valeur les convergences des différents courants de la classe ouvrière.

Il est toutefois capital de respecter le pluralisme de la presse ouvrière et de faire en sorte que dans un esprit de confrontation, chaque journal puisse s'exprimer de la façon qui lui est propre.

Les rédactions des quotidiens ne sont donc pas des centres de décision dans la problématique du rassemblement des progressistes. Ce rassemblement qui dépend en définitive de l'action des masses, est un problème des formations du mouvement ouvrier et démocratique et de leurs militants dans la mesure où ceux-ci lutteront pour que ce point de vue prévale dans ces différentes organisations qui se sont prononcées, de façon plus ou moins claire, pour cette stratégie.

Les journalistes qui font les quotidiens ouvriers sont des militants d'un type particulier. Ils se battent avec leur plume. Ils peuvent néanmoins jouer un rôle important dans la perspective du rassemblement des progressistes en mettant l'accent sur ce qui sert à éclaircir le débat ou au contraire ne pas le favoriser en mettant sous le boisseau les convergences des luttes ouvrières.

Il est cependant reproché aux journalistes de notre presse ouvrière d'être dénués de sens critique, de chercher avant tout à faire comprendre à leurs lecteurs tous les « tournants des appareils » des organisations aux-

quelles ils appartiennent et de mépriser leur public en lui cachant des choses, qui dans l'optique de ces appareils, « ne sont pas bonnes à dire », ce qui n'est assurément pas une bonne façon de contribuer au rassemblement des progressistes.

CONCURRENCE ELECTORALE ET ALLIANCES POLITIQUES

La concurrence dominante, a-t-on dit d'autre part, c'est la concurrence électorale, fruit d'un passé où le concept de gauche était assimilé à celui de laïcité et le concept de droite à celui de cléricalisme. Dans la pratique politique, ces concepts étriqués auraient sauté.

L'économique l'aurait emporté sur le philosophique et il s'agirait de prolonger cette évolution sur le plan des alliances politiques. Dès ce moment, les journaux ouvriers pourraient lutter ensemble. Mais, il ne leur appartient pas de conclure les alliances électorales nécessaires. Cependant, en adoptant le même type d'approche structurelle des problèmes économiques et politiques, ils peuvent contribuer à dégager une opinion commune.

L'analyse de type marxiste au niveau structurel n'empêche toutefois pas un « gros opportunisme » qualifié de « pragmatisme », sur le plan de l'analyse événementielle et de l'appréciation exprimée à propos de la politique gouvernementale en particulier.

Par référence à la lutte des marxistes chrétiens en Italie et de la Jeunesse ouvrière chrétienne en Belgique, le souhait a été exprimé que les organisations ouvrières chrétiennes rompent leur liens « antinaturels » avec les organisations de la bourgeoisie même et surtout si elles se disent chrétiennes et fassent un choix authentiquement socialiste.

L'idéologie dominante étant toujours celle de la classe au pouvoir, il est essentiel que la presse ouvrière et démocratique affirme des positions de classe. A cet égard, a-t-il été dit, il est pour le moins regrettable qu'on puisse trouver dans la presse de gauche des analyses sur la situation au Portugal, par exemple, similaires à celles qu'on trouve dans la presse réactionnaire.

Par ailleurs, en dehors du problème des concurrences entre organisations, un problème de cloisonnement se pose aux journalistes et plus généralement à tous les travailleurs de l'information. Il s'agirait de trouver un « lieu de discussion » pour les journalistes de la presse quotidienne et hebdomadaire de gauche, les journalistes de gauche contraints de travailler dans la presse de droite, ceux de la RTB, de l'agence Belga — qui sont affillé les uns au SETCa-FGTB, les autres à la CNE-CSC, les autres à la CGSP — en vue d'aboutir à un front commun de tous les travailleurs de l'information.

Un espoir enfin, c'est que le débat organisé par *Le Drapeau Rouge*, ne restera pas sans lendemain. Lendemain qui pourrait se concrétiser pour commencer par une démarche commune des journaux ouvriers dans le domaine de l'aide de l'Etat à la presse afin que ce ne soient plus les journaux les plus puissants qui en tirent les plus gros avantages.

Livres

Le déclin du cléricalisme

par Daniel Seiler

Une thèse de doctorat est rarement alléchante pour les non-spécialistes.

Sans échapper à certaines servitudes du genre, la thèse que Daniel Seiler a consacrée au déclin du cléricalisme dans la Belgique francophone d'aujourd'hui, nous a paru passionnante.

D'abord, parce que la méthode utilisée lie directement la science sociale aux faits, refusant tant la théorisation sans prise sur le réel que le pragmatisme myope. En d'autres termes, la position scientifique de l'auteur implique en son chef *« une volonté de faire œuvre utile, en ce cas-ci de contribuer à éclairer les détours d'une situation politique complexe. »* D'apparence élémentaire, cette démarche est cependant peu courante et sa rareté en fait le prix.

Le travail de Seiler est passionnant aussi par le sujet : étudier la structure et le comportement politique du monde catholique wallon, c'est plonger dans un domaine de grande et mouvante actualité.

Parce qu'il avait, avec ou après d'autres, perçu que quelque chose est en train de changer dans le monde catholique, Seiler s'est livré à une étude scientifique afin de cerner et de prendre la mesure la plus rigoureuse possible de ces changements.

Depuis 1965 le monde politique catholique est soumis à un processus de désintégration, et plusieurs observateurs l'avaient déjà acté. Quelle est la nature et quelles sont les causes de ce processus ? Alors qu'il a été souvent affirmé que la mutation en cours est due à la pression du phénomène communautaire (ou, si l'on veut, à la tension « centre-périphérie ») Daniel Seiler part d'une hypothèse plus originale : c'est le déclin du cléricalisme « classique » et la naissance d'un anticléricalisme chrétien qui, à son avis, fournissent la clé du changement. Cette hypothèse, soumise à un examen historique, à la réflexion théorique et à la vérification sur base d'enquêtes, apparaît au terme de l'ouvrage comme une hypothèse très valable — sinon comme une certitude.

Seiler commence, bien entendu, par délimiter le champ de ses analyses — et par définir les notions de « comportement politique », « catholiques » et « wallons ». Après avoir fait le point sur ce qu'apporte la littérature scientifique sur le sujet, il procède à une analyse morphologique du monde catholique — où il distingue d'une part les fidèles, d'autre part les catholiques sociologiques — puis il trace les fondements théoriques, épistémologiques de son travail, et s'explique sur les méthodes et techniques qu'il va utiliser — analyse diachronique, analyse synchronique. A partir de cette construction savante, il élabore ses conclusions.

C'est sans doute par les enquêtes au niveau socio-culturel, effectuées sur un échantillon de 440 personnes, estimées représentatives du monde catholique, que l'auteur apporte le plus d'éléments nouveaux au dossier. Ces 440 personnes ont été choisies comme témoins privilégiés, d'une part parmi les élus des conseils pastoraux de Liège, Namur et Tournai (ce sont les « fidèles »), et d'autre part

parmi les parlementaires sociaux-chrétiens et des responsables du MOC et de l'ADIC (ce sont les « sociologiques »). Par ailleurs, les résultats recueillis par des enquêtes électorales déjà anciennes lui permettent de disposer de matériaux assez considérables, dont il organise l'interprétation de manière sérieuse.

En gros, le travail confirme qu'au sein du monde catholique coexistent des idéologies diverses, voire opposées, et que ce monde est tout aussi clivé que l'ensemble sociologique wallon. *« Non seulement on y décèle aisément le clivage socio-économique capital/travail, mais aussi le clivage philosophique et culturel clérical/anticlérical. La présence du premier clivage ne surprend guère,* note l'auteur, *si ce n'est par l'ampleur des divisions qu'il engendre : 59 % de la variance totale. L'existence d'un clivage clérical/anticlérical ou Eglise/Etat, d'un impact certain, 26,2 % de la variance, pose l'interrogation quant au devenir de la catholicité ».* Bref, à la crise des valeurs qu'affronte le monde catholique s'ajoute une crise d'identité. Il en ressort que pour Seiler, le Parti social-chrétien est, à terme, un parti *« condamné à une lente mais sûre disparition ».* L'auteur constate parallèlement la disponibilité de l'électorat chrétien, puisque *« tous les partis qui ont misé sur le pluralisme philosophique et religieux ont vu leur souci d'ouverture récompensé par le succès électoral ».* Seul, note Seiler, le P.S.B. demeure à cet égard « enfermé dans des analyses désuètes ». Il perçoit au niveau de la base de ce parti une opposition à toute ouverture aux chrétiens, et y voit une raison du caractère platonique des proclamations de ce parti en faveur du rassemblement des progressistes. Il y a là une piste à vérifier, et à confronter avec l'expérience du Front commun syndical — mais en tout état de cause, d'autres raisons encore doivent être invoquées pour expliquer ce « platonisme ».

Deux développements dans l'analyse de Seiler nous laissent perplexes. L'un peut-être mineur, concerne les filiations qu'il établit entre la notion (fort floue au demeurant) de travaillisme et la Résistance. Certes, il y a eu, comme il le rappelle dans les rangs de la Résistance et au lendemain de la Libération, une puissante aspiration au renouveau et à l'union des forces démocratiques. On ne peut cependant confondre cette aspiration avec le vieux et confus rêve travailliste, qui a sans doute taraudé des milieux belges de Londres, ainsi que des milieux attentistes en Belgique occupée — mais auquel la Résistance nous paraît être restée étrangère.

Notre deuxième remarque est plus fondamentale. Seiler considère que les mutations dans le monde catholique sont dues à des facteurs *internes* à ce monde. Parce que le facteur communautaire a été souvent invoqué à tort, il croit pouvoir qualifier d'« endogènes » *tous* les facteurs de changement du monde catholique.

Cette systématisation nous paraît profondément antidialectique, et — à la limite — absurde. Le monde catholique n'est pas imperméable aux luttes du pays et du monde, il n'évolue pas à huis clos. Vatican II lui-même n'était-il pas une réponse aux pressions extérieures, un « aggiornamento » par rapport aux conquêtes des peuples, à leur marche en avant contre l'oppression capitaliste et le tre le joug colonialiste et l'oppression capitaliste ?

Cela dit, le travail de Daniel Seiler qui, via le rassemblement des progressistes touche aux grands problèmes de l'avenir politique belge, constitue un apport fécond, auquel on sera sans doute amené à se référer encore.

R. L.

Le déclin du cléricalisme, par Daniel Seiler. Editions de l'Institut belge de science politique - 371 pages, 460 F.

Revues

Socialisme

Un numéro spécial de la revue du Parti socialiste belge, consacré à la crise, ne pouvait que susciter le plus vif intérêt. Hélas, cette livraison est non seulement incomplète, comme le regrette Philippe Moureaux dans un éditorial introductif, elle est inquiétante. Non pas que puisse nous inquiéter la disparité d'opinions au sein du PSB. Mais en l'occurrence, il n'y a guère disparité : les deux articles les plus importants, rédigés respectivement par René Evalonko et Guy Spitaels, sont de la même veine — une veine qui nous éloigne sensiblement de la tonalité anticapitaliste qui dominait le congrès doctrinal du PSB, voici à peine un an.

Le propos d'Evalenko est simple : primo, les camarades socialistes ont dit-il tort de parler encore de régime capitaliste, puisque ce régime a été modifié sous la pression des luttes ouvrières; secundo, le seul moyen de sauver la capacité concurrentielle de notre industrie, c'est de freiner l'accroissement (devenu « déraisonnable » ces dernières années) des salaires. De là à admettre que la liaison des salaires à l'index doive être « adaptée », il n'y a qu'un pas, que le camarade directeur de la Banque Nationale franchit allègrement.

Professeur de sociologie, Spitaels se veut plus « scientifique ». Analysant le comportement des individus et des groupes sociaux face à la crise, il croit pouvoir constater qu'en raison du haut niveau de protection sociale conquis par les travailleurs, la crise est « indolore ». Sous prétexte que les chômeurs conservent « une fraction importante de leur pouvoir d'achat », Guy Spitaels en vient à se demander si ces chômeurs sont vraiment des demandeurs d'emploi. Pour qu'un mandataire socialiste pose pareille question, il faut qu'il consacre beaucoup de temps à la recherche en chambre, et très peu de temps aux réalités vécues par les électeurs ouvriers de son parti. Mais on ne peut reprocher à Guy Spitaels son manque de cohérence : il suggère in fine « un traitement de choc » pour sauver la société belge, et pour indiquer de quel traitement et de quels chocs il s'agit, il se réfère au règne « travailliste » de l'équipe Lefèvre-Spaak, de 1961 à 1965. Faut-il rappeler que ce règne fut, par excellence, celui des fausses réformes de structure ?

Le congrès de Marcinelle que le PSB a tenu le 11 octobre n'a pas suivi Spitaels et Evalenko. Mais leurs recherches apparemment savantes ne leur valent-elles pas, même dans le parti, un prestige que sanctionne la revue « Socialisme » ?

R. L.

Socialisme, n° 130, août 1975, 100 F. Administration : 13, boulevard de l'Empereur, 1000 Bruxelles.

La Revue Nouvelle

Retenons surtout du numéro d'octobre, très pluraliste, deux articles consacrés au Portugal. Le Portugal « de la dérive et de l'espoir », envers lequel la Revue nouvelle nourrit une sympathie mêlée d'incertitudes.

Le fait est que les incertitudes ne manquent pas à propos du Portugal. Jose Nobre-Correia analyse « le phénomène M.F.A. ». Analyse sérieuse qui comble une lacune dans la presse belge, mais qui donne envie d'approfondir encore certains aspects de cet étonnant MFA, et notamment « les courants idéologiques qui traversaient les Forces armées dans la recherche d'un programme socialiste ». Le courant dit tiers-mondiste, par exemple, quels sont ses contours, ses rapports avec le courant « modéré-professionnaliste », ses assises de classe ?

Pour sa part, Marcel Liebman livre de brillantes notes de voyage — dont la portée dépasse de loin l'anecdote. Neuf pages qui, du 3 au 18 août, de Lisbonne à Fatima et de Coimbra à Arraiolos, portent témoignage sur quelques vérités portugaises mal connues : la consistance de la liberté d'expression (« Paris, en mai 68, n'a jamais connu pareille licence »), l' « ouverture » d'une presse prétendûment contrôlée par les communistes, le tenace archaïsme du catholicisme qui sévit au Nord, la ferveur avec laquelle — dans certains coins au moins —, est mené le débat sur l'avenir de la révolution. Tout cela qui était vrai en août, serait-il dépassé en novembre ? Oui et non. Car la situation est complexe et fluide. Et parmi les innombrables difficultés auxquelles doit faire face la révolution portugaise, la moindre n'est pas l'extraordinaire consistance d'un certain anticommunisme, dont Marcel Liebman a mesuré la nocivité.

R. L.

Octobre 1975, 120 B. Rédaction-administration : av. Van Volxem, 305, 1190 Bruxelles.

Au programme des activités du Cercle du Libre-Examen de l'U.L.B.

- **Jeudi 6 novembre à 20 h. 30**
  en l'aditorium 2215,
  4, avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles
  DEBAT SUR LA CENSURE
  ET LE JEUNE CINEMA BELGE
  avec A. Berenboom, G. Courtmans et A. Weis

- **Jeudi 27 novembre à 20 h. 30**
  en l'auditorium 2215
  4, avenue Paul Héger, 1050 Bruxelles
  DEBAT SUR L'EVOLUTION IDEOLOGIQUE
  DU P.O.B.-P.S.B.
  avec Marcel Liebman et Philippe Moureaux

- **Du 2 au 14 décembre**
  au Foyer culturel de l'U.L.B.
  EXPOSITION DE TAPISSERIES ET DESSINS
  DE DUBRUNFAUT

Il n'est jamais trop tard
pour vous abonner aux

CAHIERS MARXISTES

Abonnement annuel ordinaire	400 F
Abonnement annuel « Jeunes » (moins de 25 ans)	200 F
Abonnement de soutien	à partir de 500 F

La souscription, valable pour les dix livraisons annuelles, peut être effectuée au CCP de la Fondation Joseph Jacquemotte, n° 000-0188745-80, avenue de Stalingrad, 20 à 1000 Bruxelles.

LE DRAPEAU ROUGE

jour après jour
avec les travailleurs

L'ABONNEMENT 76

3 mois	450 F
6 mois	850 F
12 mois	1.600 F

au C.C.P. 000 - 0005817 - 94 de la Société Populaire d'Editions
1000 Bruxelles

A paraître prochainement dans les Cahiers marxistes :

— **Le cas Glaverbel - B.S.N.,**
ou comment lutter pour l'emploi,
contre une multinationale

— **Emile Verhaeren et la Russie,**
par Jean Blankoff

— **La presse au Portugal,**
par Jose Nobre-Correia

— **La condition féminine**
en République démocratique allemande

— **Classes sociales et héritage culturel**

Au sommaire de quelques récents numéros :

— **Les tares de l'AMI,**
par Jacques Lemaitre (septembre 1975)

— **L'AMI et les médicaments,**
par Réné Deroux (octobre 1975)

— **Dubrunfaut parle de l'art mural,**
(janvier 1975)

— **Le dossier du Val Saint Lambert,**
par Pierre Joye (mars 1975)

— **Christianisme et marxisme : un entretien avec Giulio Girardi**
(juin 1975)

— **Le Portugal et la gauche européenne,**
par Rosine Lewin (octobre 1975)

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

50 F